

1930

Président: M. DE KERGUÉZEC. *MARTIN*
Vice-Présidents: MM. ~~LENOUX~~, BERGEON. *Martin Binachon*
Secrétaires: MM. le Comte DE BLOIS, MARTIN-BINACHON.

MM.	MM.
BABIN-CHEVAYE.	DE KERGUÉZEC.
BÉNARD (Léonius).	LANCIEN.
BERGEON.	LE BAIL.
BIGNON (Paul).	LECLERC.
Comte DE BLOIS.	LEMARIÉ.
BOIVIN-CHAMPEAUX.	LÉMERY. <i>Le Moignic.</i>
BRINDEAU.	MARTIN-BINACHON.
GUTTOLI.	PAMS (Jules).
DUDOUYT.	PERREAU.
DUPLANTIER.	PIERRIN.
DUROUX.	PLAISANT (Marcel). <i>Pujes</i>
EMILE MAGNIEN.	Marquis DE POMEREU.
EMILE SARI.	Rea Albert Sarraut
EVEN.	SAURIN.
FENOUX.	SERVAIN.
CAUDIN DE VILLAIN.	TISSIER.
GIRAUD.	VEYSSIÈRE.
HÉRY.	VILLAUT-DUCHESNOIS.

Commission de la Marine

Procès-verbaux des séances de l'année 1930

1^{re} séance.



Vendredi 31 janvier 1930.

Présents : MM^{rs} de Kerguezec, Fenoux, Lervain, ~~Emile~~ Magnien, Dudouyt, Boivin-Champeaux, Bergeon, de Pomereu, Héry, Lomaxé, Brindeau, Pierron, le comte de Blois, Marcel Plaisant,

La séance est ouverte à quatorze heures.

I. Présidence de M^r Dudouyt, doyen d'âge

Election du bureau. -

M^r Dudouyt, doyen d'âge propose à la Commission de procéder à l'élection de son bureau, et de renouveler sa confiance au bureau sortant. (Approbation unanime)

Le bureau sortant est réélu par acclamations, et se trouve ainsi constitué :

Président : M^r de Kerguezec.

Vice-Présidents : MM^{rs} Fenoux et Bergeon.

Secrétaires : MM^{rs} Martin Binachon, et le comte de Blois.

II Présidence de M^r de Kerguezec, Président.

M^r le Président. - Au nom du bureau tout entier, j'exprime ici mes remerciements à la Commission de la Marine pour la confiance qu'elle a bien voulu nous renouveler, et particulièrement à notre collègue M^r Dudouyt, président d'âge et pourtant le plus jeune encore de nous tous, auquel nous exprimons notre respect et notre affection. (Approbation)

Vous savez, Messieurs, quel fut le rôle de notre Commission

dans l'organisation de la défense navale du pays. La doctrine que nous soutenons depuis dix ans, de la nécessité d'une marine défensive, contre tout d'opposition, est aujourd'hui celle du pays. Et c'est pour nous une grande joie.

Tous ici, quelles que soient nos nuances politiques, nous avons contribué à cette œuvre, suivant ce mot d'ordre qui est le même pour nous tous : France par-dessus tout.

Aujourd'hui, voici la conférence de Londres ouverte. Le Président du Conseil a voulu, avec une pensée très moderne, garder avec le Parlement un contact suivi, et c'est au titre de Président de notre Commission que j'ai eu l'honneur d'être choisi comme conseiller parlementaire. Le Gouvernement a seul le pouvoir de négocier, et les conseillers que nous sommes là-bas ont pour rôle d'être toujours près du Gouvernement, pour lui être utiles à l'occasion, selon les circonstances. C'est pourquoi M. le Président du Conseil ~~lui~~ a estimé à juste titre que la place des ~~conseillers~~ conseillers parlementaires n'était pas aux préliminaires.

Je ne crois pas qu'un dossier puisse être préparé avec plus de soin que celui de M. le Président du Conseil ; les intérêts de la France sont entre les mains d'un homme qui les défendra et les connaît, s'étant entouré de tous les renseignements nécessaires, en demandant sans cesse de nouveaux.

Je le répète, nous n'avons pas à conduire ces négociations ; ce serait une confusion des pouvoirs et des responsabilités. Mais nous saurons prendre nos responsabilités de conseillers, et saurons faire valoir toujours l'opinion des commissions parlementaires.

C'est une satisfaction très vive pour nous, d'avoir vu les chiffres établis par notre Commission reproduits dans un article de M. Raymond Poincaré, et même dans le discours prononcé à Londres par M. André Tardieu.

Il est un point sur lequel nous ne céderons pas. Nous l'avons dit : les droits défensifs de la France sont intangibles ; et surtout en ce qui concerne les sous-marins. S'il est possible qu'on envisage une limitation,

en ce qui concerne les sous-marins de 3000 tonnes, qui offrent en effet un certain caractère offensif, nous ne céderons rien sur les sous-marins purement défensifs de 600 tonnes, et autres, en deçà de 1500.

Soyez assurés, en tous cas, que votre Président s'en tiendra à la pensée de notre Commission, pour la défendre, et la faire valoir. Les délégués du Parlement à la Conférence de Londres s'efforceront toujours de ne pas trahir la confiance qu'on a mise en eux. (Applaudissements).

M. Dudoit. - Je remercie la Commission, en la personne de votre Président, des paroles aimables qu'il a prononcées à son égard. Tous nos collègues savent quel zèle et quelle autorité il apporte à la défense des intérêts maritimes du pays, et nous serons unanimes, j'en suis sûr, à le remercier. (Approbation)

La séance est levée à 14 heures 30.

2^{ème} séance

1

Séance du mercredi 5 mars 1930 - 14 heures

Présidence de M. de Kerquizec.

Présents: MM. le comte de Blois, Brindeau, Méry, Dudouyt,
Boivin-Champeaux, Lénery, Borgeon, le marquis de Pauzeu,
Martin-Binacron, Marcel Plaisant, Veyssière

Conférence de Londres.

M. le P^t. - Je m'excuse de vous réunir à une heure un peu insolite: c'est la seule qui fût laissée libre par les réunions des groupes du Sénat. J'ai voulu vous mettre au courant d'une situation nouvelle.

Il y a quelques semaines, le Président du Conseil ~~et~~ avait désigné les Présidents et Rapporteurs des deux Commissions parlementaires de la Marine pour l'assister à la Conférence de Londres en qualité de conseillers techniques. Le Ministère est tombé, il a été suivi d'un cabinet Chautemps, qui est tombé à son tour. Puis est venu le second Ministère Tardieu. Or, j'ai appris par les journaux que le Président de

6

2

la Commission de la Marine du Sénat était désigné comme
plénipotentiaire à Londres. Je tenais d'abord à vous dire que
j'avais tout ignoré de cette chose jusqu'à ce que j'apprenne par
la presse. Le lendemain, le M^{re} de la Marine me l'a
confirmée au nom du Président du Conseil par ^{une} ~~la~~ lettre dont
je vous donne lecture.

C O P I E

à-----

SÉNAT

Paris le 2 Mars 1930.

Mon cher ami,

Il m'a été impossible de te
joindre aujourd'hui.

J'aurais voulu te dire de vive
voix combien je suis heureux que le Prési-
dent du Conseil ait accueilli ma suggestion
de te prier de participer à la Conférence
de Londres au titre de Délégué Plénipoten-
tiaire.

Le Président me charge de te
transmettre ses meilleures amitiés. J'y
joins les miennes les plus cordiales et je
me réjouis à l'avance d'une collaboration
qui nous permettra de défendre et de ser-
vir ensemble notre Pays.

Affectueusement à toi.

Signé

J. L. DUMESNIL

J'ai été pététre du grand honneur qui m'a été fait.
Je n'aurais pas à y donner de réponse, si je ne l'ai pas
fait. Je considérais que je ne pourrais, d'ailleurs, pas le
faire avant d'avoir consulté la Com^m. Car vous m'avez
autorisé à accepter les fonctions de conseiller parlementaire,
mais j'estime que celles de plénipotentiaire sont tout à fait
différentes. Elles impliquent un droit d'enquête sur ce qui
a été fait précédemment et au besoin un droit de représentation.

C'est grave. Car, si c'était M. de Kerprézer qui fut appelé à
Londres, il n'engagerait que sa personne. Mais ici il s'agit du
Président de la Commission de la Marine. Il m'apparaît
impossible d'accepter pareille chose sans vous en référer,
sans vous demander votre avis et en même temps votre
appui. En effet, si des décisions sont prises à Londres et si
elles sont contraires aux doctrines que vous avez toujours
défendues, ma situation serait impossible. Ou bien, si j'ai le
droit de dire à Londres: ceci ne doit pas être fait, je puis me
trouver en opposition avec B. G. T. Alors je devrai, ou accepter
des délibérations qui par là seront considérées comme
sanctionnées par vous, ou donner ma démission.

C'est à vous de dire si vous estimez que j dois dire
oui ou me réserver.

4

M. le Comte de Blois. - Nous rendons tous hommage à votre sentiment, nous serons très heureux que vous représentes notre Cou à Londres. Nous ne connaissons les négociations que par les journaux. Il semble que vous ayez abandonné notre point de vue initial, celui du tonnage global, pour le tonnage par catégories avec garantie ~~des~~ la limitation des armements anglais américains.

M. Héry. - S'il y a un vote, j'en abstiendrai pour ne pas embarrasser notre Prêt. Je crois qu'il ne devrait pas accepter. Si la Conférence se tenait à Paris, oui: car il pourrait se tenir en contact avec nous. Sinon, il me semble difficile qu'un parlementaire prenne une part du pouvoir exécutif, et d'autant plus que l'œuvre est entamée et que nous ne la connaissons pas.

M. Bindeau. - Si la Conf^é tournait contre les idées de la Cou, je crois que vous devriez vous retirer. Jusqu'à là, vous devez accepter.

M. le Comte de Blois. - Mais j'ai demandé à savoir: où en est-on à Londres?

M. Martin-Bihachon. - Il semble que la Conf^é ait bifurqué, qu'on soit en train de réduire le tonnage des sous-marins. La

crois qu'on réduira aussi les équipages, qu'on fera des catégories de croiseurs, et qu'on ^{nous} amputera de 200.000 tonnes. Je crains que nous n'y laissions des plumes.

M. Bergeon. - Il s'agit toujours d'un gendre Tardieu. Quand il ~~est~~ a accepté l'invitation à Londres, il vous a demandé d'être son conseiller. Aujourd'hui il vous demande d'être plénipotentiaire, alors que sont en cours des travaux que vous ne connaissez pas entièrement. Il me semble que vous risqueriez d'engager plus qu'il n'est nécessaire les responsabilités de notre Com. Il serait beaucoup plus prudent que vous y alliez toujours au même titre. Vous étiez conseiller naval, et d'ailleurs je crois que jusqu'ici on ne vous a pas consulté. Vous n'avez qu'à rester sur la position où l'on vous a placé dès le début. A Londres il y a des représentants américains venus à titre personnel, mais non pas le Président du Comité de la Marine du Sénat américain. Je crois que vous ne pouvez, de même, y aller qu'à titre personnel, et non comme plénipotentiaire de la Com du Sénat.

M. Lémery. - La question dépasse même la Com de la Marine. Si on demande à son président de la représenter comme conseiller technique, nous approuvons tous et des deux mains.

Mais que le G^t se décharge de ses responsabilités sur une Con parlementaire, ce n'est pas admissible. Le mieux serait que vous restiez conseiller technique pour exprimer nos idées, et que les seuls plénipotentiaires soient les membres du G^t.

M. Brindeau. - Mais que veut dire plénipotentiaire?

M. Lénery. - Je l'on signe l'accord final. Ce serait la signature de la Con, & notre droit de critique n'existerait plus.

M. Veyssière. - Jamais une Con parlementaire ne peut être plénipotentiaire par son P^t. C'est contraire à la Constitution.

M. le C^t de Blois. - La Conf^é ne prend pas de décision. Il a été convenu qu'on y échange des idées. Ce n'est qu'une Conf^é de préparation, elle ne peut pas aboutir à des accords comme celle de Washington.

M. Lénery. - Mais il en était de même pour Washington. On a préparé des tableaux par lesquels on va arriver à des précisions pour le tonnage de toutes les catégories. On aura laissé de côté les principes, mais on aura fixé les chiffres, d'où on fera découler les principes. Ce qui va sortir de Londres, s'il y a un accord, s'imposera incontestablement à la JDN.

M. le C^t de Blois. - Aussi la France n'a-t-elle pas à signer à Londres. Elle n'a qu'à prendre acte des échanges d'idées. Il peut donc y avoir un grand intérêt à ce que le P^t de la

7

Con de la Marine refuse, à ce moment, d'apposer sa signature.

M. Lénery. - Ce n'est pas possible, dès qu'on est engagé comme plénipotentiaire. Car la délégation française forme un tout.

M. Ewen. - Il me paraît difficile par oui ou par non. Le Con- pourrait prendre un ordre du jour confirmant sa politique et exprimant le désir de connaître les responsabilités à prendre avant de nous décider. Car nous ne savons exactement ni quels seront les pouvoirs ni où en est la Conf^{le}, notamment en ce qui concerne la parité avec l'Italie.

M. Lénery. - L'ordre du jour a été rédigé par notre Con- en vue à celle des Aff- Maritimes. Il a été dit ^{à Londres qu'on} ~~personne~~ ne discuterait ni tonnage global ni catégorie, mais qu'on mettrait les chiffres sur la table. On a dit: mettons nous d'accord sur tant de tonnes pour le capital-ship, les destroyers, les croiseurs, puis on dira: nous allons faire la même chose pour les sous-marins, et l'on arrivera, par ce détour, à porter atteinte au principe que nous avons émis. La Conf^{le} est extrêmement déçue, il faut que nous y exerçons notre contrôle, mais non par un plénipotentiaire qui serait forcé de refuser sa signature, alors que l'unité de la représentation est tout.

... C'est M. de Kerquéllec qui a été nommé plénipotentiaire.

et non le Pt de la Commission. ~~C'est~~ La lettre lui est adressée à titre tout à fait personnel.

M. Lénery. - Alors nous n'avons pas d'avis à donner.

M. le Pt. On ne peut pas réparer une personne et un titre de Président. Si j n'aurais pas été Président, on ne m'aurait pas désigné. Après une collaboration si intime de plusieurs années avec vous, j ne pourrais pas prendre une décision sans vous en référer.

M. le Ct de Blois. - Il est hors de doute que vous êtes désigné à titre personnel. Nous vous remercions des marques de confiance que vous nous donnez. Nous nous en tenons à notre ordre du jour. Si l'on ne s'y conforme pas à Londres, nous serons libres de protester. Vous vous rappelez que nous choisissons d'avis qu'il aurait mieux valu ne pas aller à Londres. Maintenant qu'on y abandonne notre point de vue, nous devrions peut-être en partir.

M. Zuen. - La Com pourrait maintenir son ordre du jour et spécifier que M. de Berquière va à Londres à titre personnel.

M. Lénery. - Nous pourrions prier notre Prés de faire part au gt des réflexions échangées ici, du désir de la Com de ne pas être engagée dans la négociation, et de sa joie de voir son Pt désigné.

M. le M^{re} de Pourenou. Il nous confirmerait cette 49
mission par le vote d'un ordre du jour.

M. le P^r. C'est un excellent terrain. Tous voient bien, d'après
la lettre que j'ai lue, que j'ai nullement sollicité cet
honneur, et je ne l'ai couru que par les p^{ro}pos. J'ai
dans un grand tourment: j'ai demandé de m'aider
à dire au g^{er} dans quelles conditions j'ai le servir. Ma
situation est tragique: ou dire non, et alors refuser de servir
le g^{er} de mon pays, - ou dire oui, et endosser toutes les
responsabilités, et m'exposer à ce qu'on vienne, à la tribune
du Sénat, dire: M. de Kerquière était à Londres, il a accepté
ce qui a été fait. Mais, au contraire, si vous voulez rappeler
les points de votre doctrine, j'en suis très fort; j'ai dit au g^{er}: oui,
prêt à vous servir si vous avez besoin de notre concours,
et le g^{er} peut avoir besoin de l'appui du titre de membre du
Parlement, mais dans des conditions réglées par un ordre du
jour précis. Si le g^{er} n'accepte pas les conditions posées, rien
n'est fait. Et le g^{er} ne peut pas dire que nous n'avons pas été
loyaux.

Car j'ai été au courant des tractations. Mais il
m'est venu des bruits. Il est possible qu'un ordre du jour
émanant de la Commission de la H^{te} Assemblée, montrant
au g^{er} que, si on adoptait des règles fixées par vous, on ne serait
pas approuvé. Peut-être cela lui permettrait-il de dire à

Londres: nous ne pouvons pas transiger là-dessus. 10
M. le C^{te} de Blais. Mais on a déjà transigé sur le point le plus important!

Après échange d'observations entre M^{rs}. Ewen, Guerry, le P^t, la C^{on} adopte l'ordre du jour suivant proposé par M. Ewen:

"La Commission Législative de la Marine réunie le 5 mars 1830 pour entendre une communication relative à la Conférence de Londres après avoir pris connaissance de la lettre de M. le M^{re} de la Marine qui se fait l'interprète de M. le P^t du C^{on} pour demander à M. de Kerquizec d'accepter de représenter la France en qualité de plénipotentiaire, remercie son P^{re}sident de sa communication, le félicite vivement de ce haut témoignage de confiance qui honore à la fois le P^t de la C^{on} du Sénat, le C^{on} de la Marine et la H^{te} assemblée qui ont toujours défendu d'un commun accord les droits de la France.

"La C^{on} estime que l'acceptation de son P^{re}sident doit être subordonnée à la connaissance de la situation telle qu'elle se trouve engagée à l'heure actuelle, demandant à M. de Kerquizec de n'accepter la désignation dont il a été l'objet qu'après avoir pris connaissance de l'état des négociations poursuivies à Londres, notamment sur les points suivants: 1^o liberté en tonnage global, 2^o liberté de

Construction des sous-marins; 30 liberté de déplacement⁷¹
des sous-marins; 40 parité avec l'Italie; 50 utilisation
des sous-marins en temps de guerre.³

La séance est levée à 15 heures 5.

3^e séance.

Vendredi 21 mars 1930

Présents: MMrs. de Kerguezec, Evén, Brizéau, Bergeon, Albert Sarrant, Picron, Dudoigt, Lanari, de Pomeroy, de Blois, Sari, le Bail, Tissier, Marcel Plaisant, Lemaire, Hery.

Présidence de M. de Kerguezec

La séance est ouverte à quatorze heures 30.

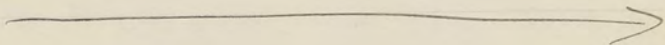
M. le Président salue M. Albert Sarrant, élu récemment membre de la Commission, et lui souhaite la bienvenue au nom de la Commission tout entière.

M. Albert Sarrant remercie M. le Président et tous de la Commission.

Conférence de Londres. -

M. le Président. - La Commission de la Marine a voté dans sa dernière séance un ordre du jour à la fin duquel elle fixait cinq points principaux constituant l'essence de sa doctrine navale, et sur lesquels elle souhaitait que M. le Président du Conseil prit des engagements, avant que je ne puisse, moi-même répondre définitivement à l'appel qui m'avait été adressé à l'occasion de la Conférence de Londres.

A l'issue de notre réunion, j'ai adressé à M. le Président du Conseil la lettre suivante:



16
Paris le 5 Mars 1930

Le Président de la Commission Sénatoriale
de la Marine à Monsieur le Président du Conseil

Monsieur le Président,

J'ai connu par Monsieur le Ministre de la Marine le grand honneur que vous avez bien voulu me faire.

Je vous en remercie très sincèrement et je suis très heureux de me tenir à votre entière disposition.

Les traditions du Sénat et la déférence que je dois à la Commission Sénatoriale de la Marine que je préside me faisaient une obligation de la mettre au courant des faits.

Voulez-vous bien trouver ci-joint l'ordre du jour qu'elle a voté.

Les points qu'il rappelle sont exactement ceux qui ont été délibérés dans la réunion des Commissions de la Marine et des Affaires Etrangères, il y a deux mois.

Je suis persuadé que nous sommes complètement d'accord et dans ces conditions, je me ferai un devoir et un plaisir d'être à vos ordres pour le rapide examen de la situation avec le ~~xix~~ grand désir de pouvoir servir à vos côtés les intérêts qui vous sont confiés.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de mes sentiments respectueux et dévoués.

P.S. J'ai eu soin de ne communiquer à la Presse aucune note sur la réunion, non plus que sur l'ordre du jour voté.

[A cette lettre était jointe une copie de l'ordre du jour voté par la Commission dans sa séance du 5 mars 1930].

Cette lettre étant restée sans réponse, j'ai adressé à M. le Président du Conseil, le 11 mars, une seconde lettre ainsi conçue :

Paris le 11 Mars 1930

Le Président de la Commission Sénatoriale de
la Marine à Monsieur le Président du Conseil

Monsieur le Président,

Vous avez bien voulu me faire le grand honneur de me nommer délégué plénipotentiaire à la Conférence de Londres.

Dès que j'ai connu ma désignation officielle par une décision du Conseil des Ministres je vous ai fait parvenir la lettre suivante :

[Ici, copie de la lettre précédente, en date du 5 mars 1930]

Cette lettre étant restée sans réponse jusqu'à ce jour je suis contraint de conclure que votre sentiment n'est pas en accord avec celui des Commissions des Affaires Etrangères et de la Marine de la Haute Assemblée.

J'estime que, dans ces conditions, ma présence à Londres présenterait plus d'inconvénients que d'avantages et qu'il est préférable que je résilie le mandat que le Gouvernement a bien voulu me confier.

Je vous prie, Monsieur le Président, de vouloir bien agréer l'expression de ma plus haute considération.

Monsieur le Président du Conseil m'a répondu par la lettre
suivante :

Présidence du Conseil

-:-:-

Ministère

de l'Intérieur

-:-:-

Paris le 12 Mars 1930

Cabinet

du Président du Conseil

Monsieur le Président,

Je vous ai désigné comme plénipotentiaire à la Conférence Navale pour collaborer à une politique qui ne pouvait présenter pour vous aucune obscurité.

Cette politique était en effet précisée d'une part par le memorandum du 20 décembre, d'autre part par les quatre documents qui, au cours de la Conférence de Londres, ont affirmé les thèses françaises (discours à la séance d'ouverture ; exposé des besoins français ; note sur les sous-marins ; note sur les tonnages).

Ces documents, en parfait accord avec l'ordre du jour que vous voulez bien me communiquer, étaient en outre éclairés par l'adoption de la proposition transactionnelle française, qui nous a heureusement mis à l'abri d'un retour aux de Washington et d'une extension éventuelle de cette méthode.

Je regrette que l'obligation douloureuse que j'ai dû remplir de vendredi à lundi dans le Midi de la France et la nécessité immédiate, où je me suis trouvé hier, d'organiser les services de reconstitution, ne m'aient pas permis de m'entretenir avec vous.

Mais les textes et les faits ci-dessus rappelés suffisaient à vous épargner la soudaine inquiétude que vous m'exprimez au sujet d'un désaccord possible entre vous et la délégation française.

En vous exprimant ~~xx~~ mon regret de votre démission, j'ai donc le devoir de vous déclarer qu'elle est totalement injustifiée.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

signé: André Tardieu;

19

A cette lettre j'ai répondu par une réponse, ainsi conque :

5 rue Denis Poisson

Paris le Mars 1930

Monsieur le Président,

J'ai sous les yeux la lettre que vous avez bien voulu me faire parvenir et que j'ai trouvée à ma rentrée de Bretagne.

Personne ne comprendrait que je réponde au geste dont vous avez bien voulu m'honorer et dont je vous reste profondément reconnaissant, en ouvrant une polémique sur les motifs de ma démission de Plénipotentiaire à la Conférence de Londres.

Le soin que j'ai pris de ne communiquer à la Presse ni ma lettre de démission, ni même l'annonce de cette démission, ma résolution bien arrêtée de n'en entretenir aucun groupe politique me semblent marquer bien nettement ma volonté d'observer toute la correction que je dois aux sentiments que je professe envers vous, en même temps que le soin de ne vous apporter aucune gêne dans la délicate mission que vous accomplissez en ce moment.

Cependant, vous me dites que la politique du Gouvernement à la Conférence Navale ne pouvait présenter pour moi aucune obscurité et, plus loin, vous parlez de ma "soudaine inquiétude."

Je n'ai jamais connu la politique du Gouvernement que par des documents publiés qui, le plus souvent, ne sont que des paravents derrière lesquels se préparent et se déroulent les actions véritables.

Par contre, un mois avant l'ouverture de la Conférence, j'ai fait parvenir aux membres du Gouvernement et des Commissions Sénatoriales des Affaires Etrangères et de la Marine un Mémoire-rapport dans lequel la doctrine navale du Sénat était nettement exposée et définie, notamment en ce qui concerne l'intangibilité du droit de défense, c'est à dire de la liberté du tonnage global et unitaire du sous-marin.

De nombreux passages de ce document se retrouvent, du reste, dans les publications du Gouvernement qui, cependant, semblent abandonner un principe, qui, en réalité,

lité, constitue la Charte défensive de la France.

C'est dès ce moment que ma " soudaine inquiétude " a pris naissance et je m'en suis ouvert à Monsieur MOY-SSET dans notre première entrevue.

Elle se montre ensuite dans tous les documents que je vous ai fait parvenir à Londres et elle se confirme lorsque je n'ai pu obtenir de vous l'affirmation que vous étiez d'accord avec les deux Commissions précitées sur les 5 points qui vous avaient été communiqués et plus spécialement sur les numéros 2 - 3 et 5 ayant trait au sous-marin.

Mon inquiétude n'a pas été "soudaine" mais persistante.

J'ai attendu, et alors qu'une partie de la délégation était déjà partie pour Londres, le "OUI" confidentiel qui m'aurait permis de me donner tout entier, à une collaboration que je souhaitais vivement et dans laquelle j'étais prêt à assumer une impopularité qui aurait pu être utile à mon Pays.

Défenseur d'une doctrine navale pour laquelle, depuis onze années, je n'ai cessé de combattre à la Tribune de la Chambre et du Sénat, ainsi que dans la Presse, en accord complet sur ses points capitaux qui vous étaient soumis avec les Commissions de la Haute Assemblée dont j'ai été l'interprète fidèle; il m'était impossible, sans clartés et sans directives, d'aller à Londres pour y renoncer à ce qui fût ma foi et mon travail ou pour y accomplir un geste public que vous n'aviez pas mérité de moi et dont je suis incapable vis-à-vis de vous.

Il était mieux, Monsieur le Président, que je vous fasse parvenir ma démission.

Je l'ai fait sans bruit et, laissez-moi vous dire, avec la certitude que cette démission même pouvait grandement vous servir dans vos difficiles négociations.

Je vous prie, Monsieur le Président, de recevoir l'assurance de mes sentiments respectueux et dévoués.

M. le Président. - Vous en savez maintenant autant que moi, Messieurs, sur les raisons qui m'ont fait renoncer à aller à Londres.

M. le Comte de Blois. - Vous en avez agi conformément au sentiment de la Commission, me semble-t-il; et ce que nous savons des négociations en cours à Londres ne peut que nous confirmer dans notre sentiment.

M. le Président. - J'ai le sentiment d'avoir sauvegardé l'indépendance du Sénat, et je ne voulais pas, en acceptant, être conduit, par la suite, à des capitulations.

M. Brindeau. - Je crois que notre Commission est d'accord pour féliciter son Président de l'attitude qu'il a prise en cette occasion.

Ports Maritimes.

M. Brindeau. - La question du rattachement de service des ports maritimes à l'un ou l'autre ministère est encore pendante. La Chambre avait d'abord décidé que les ports maritimes seraient mis sous la tutelle de l'Inspection maritime, et qu'on devrait, par conséquent, créer un corps spécial d'ingénieurs maritimes chargés des ports. En l'absence du Président du Conseil, M. Chéron suggéra que cette question serait réglée par un projet de loi.

Sur ces entrefaits, l'administration des grands ports français se montra hostile au rattachement des ports maritimes au Ministère de la Marine marchande, et la ~~Chambre~~ Chambre adopta le markeu de statu quo. M. Appel, alors, déposa à la Chambre un contre-projet, contre le principe du rattachement des ports à la Marine marchande.

Actuellement, le Gouvernement est favorable au rattachement, mais sans spécialisation des ingénieurs des ports maritimes, qui continueraient à être recrutés parmi les ingénieurs des ports et chaussées; la situation serait donc à peu près ce qu'elle était au temps du Sous-Secrétariat d'Etat de la Marine Marchande.

Le Ministère a l'intention de provoquer la nomination d'un rapporteur sur cette question, par la Commission de la Marine Marchande de la Chambre.

les choses en sont là, et je ne puis en dire davantage. Nous ne pouvons qu'attendre la décision de la Chambre.

M. le Président. — La Commission de la Marine Marchande de la Chambre a pris sur la question de rattachement la même position que nous, si M. Tasso, son président, et, me semble-t-il, d'un avis contraire.

M. Brindeau. — La Commission extraparlamentaire de la Marine Marchande, dont je suis le président, a émis le vœu que les ports fussent rattachés au Ministère de la Marine Marchande. J'ai proposé par ailleurs à la Commission des Grands Ports de faire confiance au gouvernement pour apaiser le conflit qui existe sur cette question entre les Ministères de la Marine Marchande et des Travaux Publics. Or le projet de gouvernement prévoiera justement la création d'un conseil supérieur des ports maritimes pour apaiser les conflits de ce genre.

M. le Président. — Il faudrait spécialiser le service de construction de la Marine Marchande.

M. Brindeau. — Une excessive spécialisation risquerait de faire échouer la tentative de rattachement. J'insiste pour ma part sur le fait que le gouvernement doit conserver la faculté d'intervenir pour la Marine Marchande les meilleurs ingénieurs des Ponts et chaussées.

M. Tisser. — Il n'y aurait là rien d'invincible. En effet, des ingénieurs des ponts et chaussées, nommés par l'Etat et qui s'occupent de chemins vicinaux sont, pour cette matière, sous les ordres des préfets et des conseils généraux. Une organisation analogue pourrait être prévue pour les ports maritimes.

M. Brindeau. — Les précédents sont nombreux, et nombre d'ingénieurs de ~~travaux~~ ponts et chaussées ont déjà eu l'occasion de travailler dans des ports maritimes; ils sont donc fort bien préparés à occuper des situations même importantes dans ces ports. Le directeur du Port autonome du Havre a suivi une carrière de ce genre.

M. le Président. — La Commission aura l'occasion de revenir sur cette question, sur lequel d'ailleurs par votre ordre du jour de la présente séance.

Budget de la Marine de Guerre. —

M. Bergeon. — La Commission m'a chargé de suivre la discussion du budget de la marine militaire, et je voudrais apporter quelques observations.

sur l'artillerie navale, les réservoirs à combustibles, les torpilles, et le recrutement de l'armée de mer.

Vous savez que M: J-L. Dumesnil, dans son rapport à la Chambre a porté certains jugements assez, et injuste à notre sens, sur l'artillerie maritime. J'ai voulu, pour examiner le bien-fondé de ce critique, visiter le laboratoire central de l'artillerie navale; un examen sérieux m'a donné une vive admiration pour les ingénieurs de ce corps et pour le personnel technique qui est sous leurs ordres.

Le corps des ingénieurs de la Marine a atteint des résultats remarquables, et doit notre flotte d'un matériel nouveau; c'est un bon exemple d'avoir comblé le retard de la guerre, et de rattrapé la nation et l'étranger. Notre matériel d'artillerie est à la hauteur de services propres de la balistique, et on ne peut qu'admirer l'effort de ce corps d'élite pour surmonter les difficultés de l'après-guerre. Une douzaine de nos décrets ont été retenus, sur cinquante études. Les études ont porté sur la puissance des pièces, sur les projectiles, les douilles, etc... D'autre part, la liaison établie entre les ingénieurs et ceux qui utiliseront les pièces, puisque les jeunes ingénieurs, à leur sortie de l'école, vont passer un an en escadre.

M: Tisserand. - Cet état de choses existe déjà, d'ailleurs, depuis longtemps.

M: le Bail. - Depuis la catastrophe de l'Iena.

M: le Président. - La loi constitutive du corps en a ainsi disposé.... Nous sommes heureux de voir M: Bageon rendre justice au corps de l'artillerie navale, corps d'élite injustement attaqué. L'artillerie navale exécute les travaux qui lui sont commandés, et n'est pas responsable des erreurs qui ont pu être commises.

On a commis une erreur en ^{n°1}organisant bas un corps unique d'ingénieurs d'artillerie pour l'armée et la marine, comme nous l'avons déjà demandé, et les frais seraient considérablement réduits.

M: Tisserand. - Cette dualité de services a pour résultat que les projectiles de l'artillerie navale ne peuvent être utilisés par l'artillerie terrestre, pour des différences de calibre de 1 ou 2 millimètres.

M: Bageon. - Mon rapport signale cette nécessité de la création d'un corps unique, comme l'a proposé M: de Riquelme en 1920.

M. Bergeon - La suite de mon rapport examine la question des réservoirs à combustibles liquides. Elle est angossante. En 1920, l'Etat Major Général estimait qu'il fallait construire des réservoirs pour neuf mois de guerre, soit 2.978.000 tonnes. Et l'on prévoyait la construction de 236.000 tonnes par année, pour une annuité de 59 millions; or, en 1930, la construction n'a atteint que 71.000 tonnes. Ainsi donc, nous sommes très en retard, dans la réalisation du programme prévu.

J'insiste sur la nécessité de mettre au premier plan le gazole, et non plus le mazout; en effet, les sous-marins marchent au gazole, et, alors que notre flotte de surface, astouée au mazout, peut être bloquée, les sous-marins doivent être l'objet de toute notre attention.

De la médiocre situation où nous nous trouvons, il faut accuser les Travaux Maritimes; ils sont responsables de la lenteur des travaux, et, malgré la refonte de 1928, ils n'ont pas accompli ce qu'on attendait d'eux. Notre Commission se doit d'attirer l'attention du Ministre sur ce point, et notre Président pourrait être auprès de lui notre interprète, sur la situation grave de notre marine, qui court le risque d'avoir des bateaux qu'elle ne pourrait faire avancer.

M. le Président - Il est évident que les Travaux Maritimes sont responsables de la fâcheuse situation actuelle. Notre Marine n'est pas assez activement poussée à cet égard, et notre devoir est de marquer nettement les responsabilités de chacun.

M. Bergeon - L'esprit d'acheté et d'entente n'est pas assez développé aux Travaux Maritimes, et trop souvent des fonctionnaires trop peu ardents, lorsqu'ils prennent leur retraite, sont remplacés, non pas par des éléments jeunes, mais par des fonctionnaires animés du même esprit qu'eux.

M. le Président - Je me souviens, à ce propos, avoir demandé pendant la guerre, comme rapporteur du Budget de la Marine, des travaux d'armement indispensables à l'Hôpital de Brest; on y a dépensé trois fois plus d'argent que n'en eût demandé un entrepreneur, et, de plus, c'est seulement deux ans après la guerre que les travaux ont été achevés!

M. Tisser - Il est certain que nous devons ~~accélérer~~ accélérer le rythme de construction de nos réservoirs à pétrole, et même faire appel à l'industrie pour avoir du pétrole brut, en quantité suffisante pour pourvoir aux besoins.

de notre armée et de notre marine.

En ce qui concerne l'essence, on sait aujourd'hui la teneur du mazout, et nous en obtenons, par ce procédé, une quantité suffisante à nos besoins.

D'autre part, il faut envisager le moment où tous nos navires seront actionnés par le mazout. Or, nous ne pouvons pas trouver en France les quantités de mazout nécessaire à alimenter toute notre flotte; une solution permettrait de parer à cette pénurie; on peut en effet utiliser à cet effet le charbon pulvérisé.

M. le Comte de Blois. — Déjà en 1927, les commissions sénatoriales de Finances, de l'Armée et de la Marine avaient ^{posé} ~~demandé~~ au Ministre de la Marine la question des réservoirs à combustibles liquides, et celui-ci avait envisagé de confier leur construction à l'industrie privée. Or, rien n'a été fait dans ce sens. La question de la chauffe nupte, déjà résolue sur les bateaux de commerce, ne l'est pas encore sur les bateaux de guerre; l'étude devrait en être entreprise, mais elle ne l'a pas été. Rien n'a été fait non plus en ce qui concerne la construction des réservoirs par l'industrie privée.

M. Timmer. — On construit au Havre des usines de distillation et des réservoirs. Mais ces établissements sont situés de telle sorte qu'ils seraient pris sous le feu des canons tirant du large, ou des avions. Il faudrait que le pétrole arrivât de plus loin, par canalisation.

M. Brindeau. — Les réservoirs ne sont pas construits sur le front de mer, mais à plusieurs kilomètres dans l'intérieur des terres, et des pipe lines sont prévus pour amener le pétrole aux usines. Au reste, à cause des avions, il est très difficile de mettre ces réservoirs à l'abri de l'ennemi.

M. de Lamerouze. — Les habitants des environs du Havre s'inquiètent du danger que présentent la proximité des réservoirs de pétrole, de ceux, notamment de Louis Schneider. Il paraît que le Conseil Supérieur de la Défense nationale refuse d'installer ailleurs ces réservoirs.

M. le Président. — A Toulon, les réservoirs ont été établis au point le plus opposé de la ville. Au large, d'autre part, rien n'a été fait.

M. Timmer. — Un bon moyen de protection serait d'immerger ces réservoirs.

M. Bugeat. — J'exprime, dans la suite de mon rapport, la ~~certa~~ question de la crise du ravitaillement de notre marine.

Cette question de personnes est grave. Les sources de notre recrutement maritime devraient nous procurer 53.000 hommes, dont 10.000 en formation. Ce sont des chiffres minimum. Or, ces sources de recrutement diminuent. Il serait bon que l'Etat-major général prévienne une main-d'œuvre, de métier et d'engagement, à court terme. Quant aux emplois plus délicats, on devrait les réserver à des employés particulièrement qualifiés. On devrait prévoir une politique d'engagements et de rengagements, avec des avantages pour les jeunes gens. On a déjà fait des progrès dans ce sens; le problème existe depuis 1928, la nourriture a été améliorée. Il faudrait prévoir des indemnités pour charges de famille, et un minimum de stabilité dans les engagements.

M. Tisserand. — Il n'est pas permis, actuellement, de devancer l'appel, dans la marine. Ce n'est pas l'encombrer; d'autre part, on n'accepte pas les engagements pour telle ou telle spécialité particulière.

Les conclusions du rapport sont adoptées. M. Bergeon rendra compte des échanges de vues qui ont été présents.

Défense militaire de la Corse

M. le Président demande où en est l'effort que la Commission avait demandé qu'on fit en Corse.

M. Sari. — Rien n'a été fait.

M. le Président. — Nous avons, dans un rapport secret, attiré l'attention sur la situation de la Corse au point de vue militaire. L'île est désarmée, et serait prise en cinq jours, en cas de guerre. Si au contraire on ferait une préparation de la Corse au point de vue militaire, notre situation en Méditerranée en serait considérablement consolidée. Notre collègue M. Sari, qui représente la Corse, pourrait porter cette question à la tribune du Sénat. Car nous devons sortir de notre réserve.

M. Sari. — Volontiers.

M. le Président. — Tout pourrait être fait en six mois de travail. Actuellement, il n'y a pas un fût en Corse par réserve; en tout, 3 canons de 75, avec 100 coups par pièce. Il n'y a pas d'essence, il n'y a pas de mines; pas de champ d'aviation.

M. Sari. — Un conflit avec les propriétaires de l'étang a arrêté les projets de construction d'un terrain d'atterrissage.

Budget de la Marine. —

M^r Brindeau. — L'article 55 bis de la loi de finances, relatif à la pension des inscrits maritimes soulève une grave question.

La Chambre et le Sénat ont voté le relèvement de cette pension, et la constitution d'une caisse spéciale pour le personnel du service général à bord. Nous nous sommes mis d'accord sur ceci : toutes les revendications spéciales, ~~seront examinées~~, dans le cadre des 19 millions votés, seront renvoyées à une commission paritaire constituée par le ministre de la Marine marchande. M. Rio faisait partie de cette commission ; depuis qu'il est entré au Gouvernement, j'ai pris sa place.

Cette commission entend les revendications des intéressés, et indique les ajustements nécessaires. Il s'agit de questions de catégories, ou du cumul des pensions sur la caisse de prévoyance et sur la caisse des invalides. Cette commission doit se réunir le 10 avril.

Mais un fait nouveau s'est produit. La Chambre a voté, par l'article 55 bis de la loi de finances une nouvelle augmentation de la ^{pension} ~~récompense~~ des inscrits, ou du personnel navigant de la Marine marchande. D'où une augmentation de 19 millions sur les chiffres prévus pour la caisse de prévoyance et la caisse des invalides. Je sais que le Rapporteur général de votre Commission de Finances est opposé à ce relèvement.

Le Gouvernement, à la Chambre, n'a pas pris position ; l'article a été voté sans discussion. Depuis, le ministre du Budget a fait connaître qu'il demanderait la disposition de l'article. Je crois, quelque intéressant que soit cet article, qu'il ne serait pas adroit de livrer bataille sur ce point lors de la discussion de la loi de finances. L'attitude de la Commission de Finances nous expose à la perdre, et à retarder la solution. La disposition, au contraire, correspondra à un ajournement pour étude. Il faut que votre Commission décide de l'attitude qu'elle prendra sur ce point.

M. le Président. — Nous avons accepté récemment des mesures prévoyantes incomplètes, pour pouvoir enfin aboutir. La Chambre nous propose aujourd'hui 19 millions. Nous ~~ne pouvons que les accepter~~ ne pouvons que les refuser. Nous connaissons trop bien la dure situation des

droits maritimes.

M. Evén. — D'autant plus que la Chambre rétablissait son texte ! Notre rôle de Commission de la Marine est de défendre les intérêts de nos mandants. Il ne nous appartient pas d'aider le Gouvernement à faire repousser un texte voté par la Chambre. Nous devons donc défendre le texte de cet article.

M. Brindeau. — J'ai tenu à indiquer l'état de la question, et les difficultés qu'elle présente.

M. le Président. — La Commission rend hommage au zèle de M. Brindeau, et à l'intérêt qu'il a toujours porté à cette question. Dans la discussion publique, nous devons prendre parti pour les droits. Il vaut mieux être battus, que renoncer à défendre leurs droits. (Assentiment)

Tarifs maritimes de la Corse. —

M. Sari. — La question des tarifs maritimes de la Corse est depuis longtemps pendante. Des conversations ont été engagées entre le Gouvernement et les représentants de la Corse. Depuis le 15 mai, une nouvelle augmentation de tarifs a été décidée. On a appliqué le tarif kilométrique des chemins de fer à un service maritime; nous demandions le tarif d'avant-guerre, multiplié par 4. Actuellement, un trajet qui coûtait 135 francs en coûte 175. La Corse est ainsi isolée. Les fonctionnaires ne veulent plus aller en Corse, à cause de ces difficultés de transport. Les Chambres de Commerce, les conseils municipaux ont protesté. Des meetings se sont tenus à Marseille.

D'autre part, on a augmenté les frais de transport pour les marchandises; ce serait encore acceptable, mais on a élevé les frais d'embarquement et de débarquement; ils étaient de 3 francs avant la guerre, ils sont de 25 aujourd'hui. Le résultat est que le paquebot coûte à Bastia 10⁰⁰ de plus qu'à Marseille, et, dans certains cas, 50⁰⁰ de plus qu'à Bastia.

Enfin, on majora le prix de tout billet pour la Corse, d'une taxe pour la nourriture, soit 25 francs, 20, et 10 francs. Or bien des voyageurs ne mangent pas pendant le voyage. C'est un procédé inadmissible.

La Commission de la Marine, me semble-t-il, devrait prendre en main cette question. Le Gouvernement devrait appliquer strictement le tarif

ferroviaire, comme l'avait du reste promis M. Poincaré; enfin, d'autre part, les règles de la maintenance; et enfin éviter que le prix du voyage soit grevé d'importants frais de nourriture. Le Ministère de la Marine Marchande doit intervenir dans cette question. La situation est grave; actuellement, on n'arrive que difficilement à recruter pour la Corse des officiers ou des professeurs.

M. Bergeon. — Je confirme les paroles de M. Sari; j'ai entendu à Marseille des protestations nombreuses. Il y a là un service public à assurer. Des engagements ont été pris ~~par~~ par M. Poincaré, qui doivent être tenus. Il me semble que la Commission de la Marine pourrait désigner une délégation qui appuierait auprès du ministre la revendication des populations de la Corse.

M. le Président. — En effet; nous pourrions désigner comme membre de cette délégation MM^{rs} Sari, Bergeon, et Albat Sarrant. (Assentiment)

Rattachement des Ports au Ministère de la Marine Marchande —

M. Brindeau. — Quand viendra la question de rattachement des Ports maritimes au Ministère de la Marine Marchande, ou au Ministère des Travaux Publics, il est probable que la Commission des Travaux Publics demandera que le ~~projet~~ projet lui soit renvoyé au fond. Or c'est une question qui intéresse avant tout la Commission de la Marine.

M. le Président. — Nous veillerons en effet à ce que ce projet nous soit renvoyé.

Interdiction de la pêche aux étrangers. —

M. Bergeon donne lecture de son rapport sur la proposition de loi tendant à modifier l'article 3 de la loi du 30 mars 1928 ayant pour objet ~~de~~ d'interdire la pêche aux étrangers dans les eaux territoriales de France et d'Algérie.

M. Bergeon propose de prévoir une pénalisation pour l'armateur qui a enfreint la loi, à savoir la confiscation du bateau.

M. le Président. — C'est une sanction un peu sévère ; le vrai responsable peut être le capitaine et non l'armateur. Il serait peut-être meilleur de prévoir cette confiscation en cas de récidive seulement.

M. Berger. — J'indiquerai cette restriction dans mon rapport.

La séance est levée à 16 heures 10

4^e séance.

mardi 22 avril 1930

Présents : MM^{rs} de Kerguezec, Sani, Even.

Présidence de M. de Kerguezec.

La séance est ouverte à 16 heures 30.

Tarif maritimes de la Corse.

M^r Sani, au nom de la délégation nommée pour une entrevue avec le Ministre de la Marine Marchande au sujet des tarifs maritimes de la Corse, donne lecture du rapport suivant.

Au cours de la séance du 21 mars dernier, et après avoir entendu un exposé de M. Emile SARI, vous avez bien voulu prendre en considération la motion présentée par notre Collègue, et désigner une sous-commission composée de M.M. BERGEON, vice-président de la Commission, ALBERT SARRAUT, ancien ministre, EMILE SARI, rapporteur du projet de convention des services maritimes de la Corse, chargée de présenter à M. le Président du Conseil, l'opinion de la Commission de la Marine sur la question des nouvelles augmentations des tarifs imposées aux services maritimes de la Corse.

L'entrevue avec M. TARDIEU a eu lieu le 24 Mars, en présence de M. ROLLIN, ministre de la marine marchande.

Les délégués de la Commission ont présenté à M. le Président du Conseil la note suivante :

"La Commission de la Marine du Sénat émet l'avis d'adopter :

"1°) Le tarif kilométrique calculé d'après la distance parcourue pour chaque trajet.

"2°) Le calcul du prix du kilomètre marin établi en tenant compte des prix d'avant-guerre comme prix de base, multiplié par le coefficient 4,30, indice d'augmentation actuel des tarifs ferroviaires.

"Après un long échange de vues, M. le Président du Conseil a donné la promesse d'envisager les conditions dans lesquelles des réductions de tarifs pourraient être accordées, mais qu'en tout état de cause, aucune décision ne serait prise avant la date de l'élection sénatoriale en Corse, qui est fixée pour le 11 Mai".

En vous rendant compte de sa mission, votre sous-commission tient en même temps à préciser certains points sur lesquels a porté la discussion :

Les tarifs maritimes de la Corse ont été augmentés dans des proportions allant du coefficient 3 (encore en vigueur le 15 mars dernier) jusqu'au coefficient 4, 4,50 et 5, d'après les trajets parcourus.

Ces augmentations reconnaissent pour cause le déficit de l'exploitation provenant de la mise en service des nouveaux navires, et dont l'Etat entend ainsi, faire supporter en partie la charge par les usagers locaux. Ces derniers considèrent de leur côté, les nouveaux prix de transport comme étant manifestement trop élevés par rapport à la fortune moyenne de la population Corse.

*

*

*

En entreprenant l'étude de la question, il convient de bien préciser que les Services destinés à relier à la France continentale, un département insulaire, ne sauraient être mis en parallèle avec les autres lignes maritimes. Donc point de rapport à établir entre les sacrifices accomplis par l'Etat pour couvrir le déficit de l'exploitation des lignes de la Corse et les subventions accordées à diverses Compagnies dans le but de faciliter les relations avec nos colonies et les pays étrangers.

Pas d'incidence mathématique de surcroît de déficit occasionné par l'amortissement des nouveaux navires de la flotte sur les prix de transport. La construction des nouveaux navires s'imposait, au titre de remplacement d'unités arrivées à la fin de leur course. Et l'Etat avait le devoir d'assumer la charge du remplacement de ce matériel navigant, en vue d'assurer les relations avec un département insulaire, de même qu'il inscrit à son budget la totalité des dépenses nécessitées par la construction et l'entretien de la voirie routière nationale.

D'autre part, le vapeur "Ile de Beauté" qui entrera bientôt en service, et dont l'utilisation est prévue dans un but presque exclusivement touristique (annoncé, d'ailleurs, comme tel par les diverses publications officielles) ne saurait être considéré comme devant figurer au nombre des unités constituant la flotte affectée aux "Services d'Intérêt général de la Corse". Les dépenses relevant de l'amortissement de ce navire ne saurait donc pour des motifs plus indiscutables encore, entrer en ligne de compte dans le calcul du déficit de l'exploitation.

Dès lors comment procéder à la fixation des prix de passage :

1°) Retrancher du déficit toutes les dépenses de l'amortissement des nouvelles constructions et maintenir les prix actuels;

2°) Procéder à une augmentation rationnelle, moyen de transaction pouvant être accepté par le Gouvernement et par la Commission.

Le Gouvernement se déclarant partisan d'une formule qui permette d'instituer un régime stable et prescriptible de régler la situation non seulement par le présent, mais aussi par l'avenir. Nous avons cru répondre à ce désir en proposant le tarif kilométrique avec calcul du kilomètre sur la base ferroviaire en nous rapprochant autant que possible des règlements actuellement en vigueur.

Mais, si la formule kilométrique ne donne lieu à aucune discussion, le désaccord se produit sur le mode d'application de la formule ferroviaire.

Devrait-on, suivant le procédé adopté par le Gouvernement appliquer purement et simplement au kilomètre marin, le prix du kilomètre ferroviaire ? Certainement non.

Les prix de transport par chemin de fer ont été augmentés par l'application de l'indice 4,30 aux prix d'avant-guerre considérés comme prix de base.- C'est la méthode que nous souhaiterions voir appliquer au service de la Corse.

Le prix du kilomètre marin (lignes de la Corse) avant-guerre, était nettement inférieur au prix du kilomètre ferroviaire.

En appliquant par suite la même indice d'augmentation aux prix d'avant-guerre considérés comme prix de base, le résultat de l'opération doit donner pour le kilomètre marin un prix toujours inférieur à celui du kilomètre ferroviaire.

Ainsi, serait opérée sur des bases scientifiques et équitables, une réduction qu'il nous paraît souhaitable de réaliser.

*

*

*

Nous ne saurions laisser passer sous silence une cause indirecte d'augmentation de tarifs: le prix du repas imposé à chaque passager, en sus du prix du transport, constitue une charge qui relève abusivement le prix de passage.

Telles sont les conclusions auxquelles nous a conduit un examen impartial de la question.

A la date indiquée, nous nous proposons de ~~consulter~~ ^{présenter} à M. le Président du Conseil, de vouloir bien nous faire connaître sa décision.

Nomination d'un rapporteur

M^r Even est nommé rapporteur du projet de loi étendant aux officiers

5^{ème} séancemardi 1^{er} juillet 1932

Présents: MMrs. de Kerquenez, Tisser, Héry, Pierrin, le Baile, Dudoit, Duplantier, Albert Laurant, March. Binachon, Plaisant, Bergeon, Villaut-Duchesnois, Lémery, Emile Magnien, Balin-Chenay, Emile Lari.

Présidence de M^r de Kerquenez

La séance est ouverte à 14 heures 30.

Décès de M^r Fenoux

M^r le Président fait connaître à la Commission qu'il vient de recevoir la nouvelle de la mort de M^r Fenoux, Vice-Président de la Commission. Il évoque la mémoire de M^r Fenoux, sa courtoisie et sa compétence. Il rappelle la part qu'il prit à la constitution comme à la défense de la doctrine que la Commission de la Marine s'est toujours attachée à faire triompher. Il demande à la Commission de l'autoriser à adresser à Madame Fenoux l'expression des regrets de la Commission et de la part que ses membres prennent à sa douleur. (Assentiment).

Exposé de M^r le Président.

M^r le Président. — Avant que nous entendions M^r le Ministre de la Marine, vous me permettez de vous communiquer l'impression que j'ai rapportée de deux voyages que je viens de faire à travers l'Europe, depuis trois mois. D'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie j'ai rapporté une impression inquiétante. Partout s'accroît le mouvement en faveur de la révision du traité de Versailles. Sur la grande place de Budapest, quatre statues sont élevées "aux provinces perdues", et les pavillons, sur les édifices publics sont en berne, et volés de craie.

En Italie, j'ai pu recueillir des témoignages d'un violent mouvement

dirigée contre nous. A l'origine de ce mouvement, on trouve la non-satisfaction des accords parisiens de 1915 entre l'Italie, la France, l'Angleterre et la Russie. Et si nous ne sommes pas responsables de cet état de choses, nous n'en sommes pas moins coupables aux regards de l'Italie. De récents discours ont clairement manifesté l'exaspération, actuellement dirigée contre nous. Et ces discours sont d'autant plus caractéristiques, venant au moment où la France et l'Italie engageaient des conversations sur la situation en Méditerranée. Ne voyons pas là des manifestations sans signification; de tels discours reflètent l'opinion du pays. Et ne croyons pas non plus que les Italiens soient aujourd'hui encore comme ces soldats du Roi de Naples dont on pouvait dire: "Halitz! les en bleu; halitz! les en rouge, ils font toujours le camp". Non. La jeunesse italienne, prise en main par M. Mussolini, est aujourd'hui ardente, fanatisée.

Actuellement, la situation des commerçants et industriels français en Italie est de plus en plus difficile. D'une part, on constate, dans toutes les parts de l'Italie du Nord, ces accumulations de combustibles qui sont, depuis toujours, caractéristiques des desirs de mobilisation d'une nation.

Telles sont les diverses observations que je devais vous présenter. La Commission de la Marine a le devoir d'envisager toutes les éventualités. La France doit être toujours prête à répondre à tout, et c'est notre devoir d'y veiller. Nous savons que, le cas échéant, il ne s'agit pas seulement de répondre à une action italienne en Méditerranée, mais, en même temps, à une autre, dans la mer du Nord et sans doute, l'Angleterre ayant été touchée, dans l'Atlantique.

Le Gouvernement a ses responsabilités; nous avons à prendre les notes. Nous entendrons tout à l'heure M. le Ministre de la Marine; il faut que nous nous expliquions nettement sur la Conférence de Londres, sur le programme naval, actuellement en retard, sur l'état défensif de nos côtes, et sur l'état exact de nos bateaux. Il faut que nous soyons capables de faire la guerre. Il ne s'agit pas de monter sur tel ou tel pont de mers le pavillon

français; mais bien d'avoir sous le main une flotte capable de répondre à une agression. C'est dans cet esprit que nous avons tenu à entendre M. le Ministre de la Marine.

M. le Bail. — J'ai eu par une personne revenant récemment d'Autriche et de Hongrie une la situation des esprits y est bien celle qui vient d'être dépeinte.

M. le Président. — L'Europe centrale peut être un nid de conflits. La position roumaine est assez compliquée et assez grave. La restauration d'un régime monarchique en Hongrie entraînerait la Roumanie pour qu'elle puisse éviter un conflit où tous seraient entraînés. Notre devoir est de ne jamais perdre de vue l'armement de nos pays.

Audition de M. le Ministre de la Marine.

(Voir compte : rendu sténographique)

La séance est levée à 17 heures 15

6^{ème} séance.

mardi 8 juillet 1930

Présents - M^{rs}. de Kerguezec, Brindeau, Albert Sarrault, Tissier, Martin-Binachon, de Blois, Duplantier, Babin-Chevaye, Dudouyt, Servain, Lancien, Rivin, Emile Sari.

Présidence de M^r de Kerguezec

La séance est ouverte à 14 heures 45.

Navigation côtière.

M^r Brindeau est nommé rapporteur, en remplacement de M. Rio, du projet de loi relatif à la navigation côtière. Le fait connu qu'il sera en mesure de présenter son rapport dès la prochaine séance de la Commission.

Médailles militaires sans harnement.

M^r le Président. - L'ordre du jour appelle la nomination d'un rapporteur pour le projet de loi augmentant le nombre des médailles militaires sans harnement destinées aux réserves de l'armée de mer.

M^r de Blois. - Je pose ma candidature à ce rapport. Toutefois, je ~~compte~~ veux d'abord poser une question à la Commission.

Pendant la guerre, un grand nombre de marins, ceux notamment qui ont servi à terre, n'ont pas reçu les récompenses auxquelles ils avaient droit. La Marine n'a adopté le système des citations que tard, et toujours modérément. Ainsi certains marins, malgré leur bravoure, n'ont aucune citation, ou n'en ont qu'une. Passés aujourd'hui dans l'armée de terre, ils doivent concourir, pour la médaille militaire, avec des hommes plusieurs fois cités; c'est dire qu'ils n'ont aucune chance.

Je propose donc à la Commission (et si elle est de cet avis je relèverais

dans ce sens le rapport s'il n'est confié), de dire que sur les médailles militaires prévues par le présent projet, $\frac{1}{3}$ sera réservé aux marins versés depuis 1920 dans la réserve de l'armée de terre.

M^r Tissier. — Puisque, dans l'armée de terre, on refuse d'examiner les titres à la médaille militaire des hommes qui ont moins de trois citations, il est peut-être délicat de décider que les marins qui ne les ont pas obtenues non plus verront leur cas examiné.

M^r le Comte de Blois. — On examinerait les situations de ceux qui feraient la preuve de leur belle conduite pendant la guerre. N'oublions pas qu'actuellement les $\frac{9}{10}$ des marins sont dans l'incapacité d'obtenir la médaille militaire. Nous devons faire quelque chose pour eux.

M^r Tissier. — Disons alors que les titres de ces marins seront examinés, mais ne fixons pas une certaine proportion de médailles à eux réservées.

M^r le Comte de Blois. — Volontiers. Acceptez-vous que tous les marins versés aux réserves de l'armée de terre depuis la fin des hostilités soient admis à concourir pour ce contingent de médailles militaires?

M^r Tissier. — Certainement.

M^r le Président. — Il faudrait que les situations de ces ~~marins~~ marins, bien qu'ils soient dans la réserve de l'armée de terre, fussent pourtant examinées par le Ministère de la Marine. Ainsi, ils concourraient entre eux, ce qui est logique, puisqu'il ne peut y avoir de ^(base de) comparaison entre leurs titres et ceux des militaires de l'armée de terre.

M^r le Comte de Blois. — Certainement. Ces hommes doivent être jugés par l'armée de Mer, à laquelle ils appartiennent réellement. Si le rapport n'est confié, je travaillerai sur les bases qui viennent d'être examinées.

M^r le Comte de Blois est nommé rapporteur du projet de loi.

Maladies vénériennes. —

M^r Lancien ~~donne~~ donne lecture de son rapport pour avis sur le projet de loi portant approbation de l'arrangement international

relatif aux fautes à donner aux marins du commerce pour le traitement des maladies vénériennes.

Le rapport conclut à l'adoption du projet. Les conclusions sont ~~adoptées~~ approuvées.

Accords de Londres.

M^r le Président. — L'ordre du jour appelle la désignation d'un rapporteur provisoire sur les accords de Londres.

La question de la conférence de Londres, Messieurs, est une question si importante que nous nous en sommes préoccupés à maintes reprises. Nous devons la suivre de près, et la Commission de la Marine doit être prête à rapporter cette question quand l'affaire viendra devant le Parlement. C'est dans cette intention que nous avons pensé à nommer un rapporteur provisoire. M^r Albert Sarrant m'a fait savoir qu'il se portait candidat à ce rapport.

M^r Albert Sarrant. — Si j'ai posé ma candidature, ce n'est pas que j'ai à invoquer comme titre la possession éphémère du Ministère de la Marine; c'est plutôt parce que j'ai été le chef de la délégation française à la Conférence de Washington. J'ai d'autre part suivi de très près les travaux de la Conférence de Londres. Je voudrais décrire la situation exacte de la ~~France~~ France dans cette conférence. La campagne qui a été menée à cette occasion contre notre "impérialisme" nous oblige à bien décrire les conditions dans lesquelles s'est déroulée, pour nous, cette conférence, où nous avons été entraînés, alors qu'elle intéressait surtout l'Angleterre, les Etats-Unis et le Japon. Il y a un dossier important à réunir sur cette question; c'est un gros travail dont j'ai déjà rassemblé de nombreux éléments. D'essentiel, en cette matière, c'est de bien mettre en lumière la philosophie des accords de Londres. C'est dans cet esprit que je suis candidat à l'attribution du rapport.

M^r Martin Binaison. — Lors de notre dernière séance, nous avons convenu qu'il y avait intérêt à ne pas soulever cette question au Parlement français avant que les autres nations intéressées se fussent prononcées.

S'autre part, quand le projet viendra devant le Sénat, ce sera sans doute la Commission des Affaires Étrangères qui sera saisie du rapport au fond, notre Commission n'étant consacrée que pour avis, et comme commission technique. M. Albert Sarrant pourrait donc rédiger le rapport au fond pour la Commission des Affaires Étrangères. J'estime pour ma part que la désignation d'un rapporteur, même provisoire, serait prématurée, et alèsterait inutilement l'opinion publique.

M. Albert Sarrant. — Le rôle d'un rapporteur provisoire se bornerait à réunir la documentation nécessaire. Ce lourd travail demande un assez long délai. Bien que je l'aie déjà entrepris, il faudra le compléter, notamment par l'étude des discussions ouvertes sur la question à l'étranger.

J'ai dit moi-même, lors de notre dernière séance, qu'il était bon d'attendre que les autres nations aient discuté cette question dans leurs parlements respectifs, avant que le parlement français l'examinât. Je n'en estime pas moins que nous pouvons, dès maintenant, réunir la documentation nécessaire. S'il arrive que nous soyons finalement saisis du projet très rapidement, pour qu'il vienne en discussion dans un délai de quelques jours, nous serons fâcheusement pris de court. Le rôle d'un rapporteur provisoire, je le répète, ne paraît être de préparer la question; il n'y a rien là de définitif.

M. Marthe Binachon. — Vous parliez tout à l'heure d'étudier la Conférence sous son aspect général, et d'en dégager la philosophie. Il me semble ^{que} ce point de vue ^{serait étudié} ~~serait étudié~~ plus utilement encore dans le rapport de la Commission des Affaires Étrangères, que vous pourriez rédiger. La Commission de la Marine ne sera appelée qu'à donner un avis technique.

M. Albert Sarrant. — J'estime qu'on n'a déjà que trop noté la conférence de Londres sous les idées de technicité, sans chercher à en dégager les enseignements profonds. En vérité, la Conférence s'est déroulée comme une comédie dont il fallait, comme si souvent, chercher la vérité

dans les coulisses. C'est ainsi qu'on n'a jamais abordé publiquement les deux questions qui étaient pourtant au centre de tout, et notamment du conflit entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et le Japon, à savoir la liberté des mers et le problème du Pacifique. Ces graves questions intéressent au premier chef la Commission de la Marine; et c'est pourquoi je déclare que si le rapport provisoire n'était confié, et transformé par la suite en rapport définitif, je déborderais le problème de la technique, pour montrer le problème beaucoup plus général dans lequel il se situe.

M. le Comte de Blois. — Je me permets, mon cher collègue, de vous demander pourquoi vous n'êtes pas candidat au rapport pour la Commission des Affaires Etrangères ?

M. le Président. — Le Président de la Commission des Affaires Etrangères, je puis le communiquer à la Commission de la Marine, m'a fait savoir que la Commission des Affaires Etrangères, entendait, dans cette question, se ~~reposer~~ mettre derrière la Commission de la Marine.

M. Albert Sarrant. — En cette affaire, la Commission de la Marine devrait faire le rapport au fond, et la Commission des Affaires Etrangères, un rapport pour avis.

M. Martin Binaison. — Mais les choses ne se passeront pas ainsi.

M. le Président. — En tous cas, je soutiendrai ce point de vue devant le bureau du Sénat.

J'ajoute que la désignation d'un rapporteur provisoire n'est pas une procédure nouvelle devant la Commission de la Marine. Nous en avons déjà agi ainsi pour certaines questions importantes : budget, programme naval, que nous entendions préparer d'avance, pour éviter la précipitation des débats du dernier moment. Pour nous exprimer devant le Sénat avec l'autorité et la documentation nécessaires, nous devons préparer à l'avance une question si grave.

M. Martin Binaison. — Mais, il s'agit cette fois d'un projet qui n'est pas même encore déposé devant la Chambre.

M. le Président. — Nous avons déjà procédé dans de telles conditions; et, de plus, le projet, à partir du jour où il sera déposé devant la Chambre, peut

être renvoyé devant le Sénat, si rapidement que nous ne puissions avoir le temps de l'étudier à fond.

M^r Bergeon. — J'estime, pour ma part, que, le projet n'étant pas encore déposé, et ne devant ^{pas} être ^a ~~présenté~~ la Chambre, d'après la déclaration du Ministre, avant la rentrée, la nomination par nous d'un rapporteur provisoire serait un geste prématuré. D'autres puissances que la France ont aussi à prendre leurs responsabilités sur cette question. Le Sénat américain a déjà fait des réserves sur la clause de sauvegarde, et les conséquences qu'entraînerait pour les Etats-Unis le jeu de cette clause. Si la France et l'Italie construisaient de nouvelles unités, et complèteront ainsi leur tonnage de manière que Londres pût en prendre ombre, et reprendre sa liberté d'action, (ainsi que le Japon), les Etats-Unis entendent avoir le droit de construire, eux aussi, les nouvelles unités qu'ils estimeraient nécessaires.

J'estime qu'avant de nous prononcer, avant même de donner aucune indication sur nos vues, nous devrions laisser les puissances étrangères se prononcer les premières; attendu, par exemple, de savoir si la clause de sauvegarde n'entraînera pas la signature d'accord entre Londres et Tokio, vis-à-vis des Etats-Unis. C'est pourquoi la désignation d'un rapporteur provisoire me semble prématurée.

M^r le Président. — Il en a pourtant été décidé ainsi lors de la dernière séance de la commission. (Mouvement)

M^r Marin-Binacchon. — Je n'en ai pas souvenir.

M^r le Président. — Il me paraît qu'avant tout nous ne devons pas oublier les abdications du Gouvernement français à la Conférence. Il ne faut pas dire que la France soit revenue de Londres "les mains libres". Nous n'avons pas les mains libres en ce qui concerne, notamment, le tonnage et l'armement des sous-marins, questions capitales. D'autre part, on peut opposer l'initiative prise par la délégation française de répliquer l'usage de combat des sous-marins. Dire qu'un sous-marin ne pourra pas couler un bateau sans avoir d'abord assuré le sauvetage des hommes qui sont à son bord, c'est proprement supprimer toute guerre sous-marine. En effet, il est impossible à un sous-marin de 600 tonnes de sauver les hommes qui sont à bord du navire qu'il attaque. Et une

telle mesure est une atteinte mortelle au principe des droits intangibles de la défense.

Si la Commission, sur ces questions essentielles, garde aujourd'hui une attitude passive, l'arrivera que des décisions seront prises à Genève en présence desquelles nous nous trouverons, à la rentrée du Parlement, comme devant le fait accompli. On entérinera à Genève les décisions de Londres, et le gouvernement pourra s'abriter derrière ce fait que les commissions techniques n'ont pas pris position sur cette question.

La Commission de la Marine, Messieurs, et maîtresse de ses décisions. Je tenais à exprimer nettement mon avis.

M. Martin Binachon. — La nomination d'un rapporteur provisoire ne pourrait pas modifier la marche des événements.

~~M. Martin Binachon.~~ M. Albert Sarrant. — J'ai été le premier, Messieurs, lors de notre dernière séance, à demander au Ministre de la Marine à quelle date le gouvernement soumettrait au parlement la ratification des accords de Londres. Et quand j'ai su qu'il n'était pas question de demander cette ratification avant la rentrée, j'ai été d'avis que nous ne devions attendre que l'échange ~~par~~ prit position le premier.

Mais la question qui se pose actuellement est une question de méthode de travail à l'intérieur de la Commission. Il s'agit de savoir si nous estimerons utile de colliger dès maintenant la documentation nécessaire à l'étude de cette question, et de suivre dès maintenant les négociations ouvertes à l'étranger. J'estime qu'on ne saurait si prendre trop tôt pour entreprendre ce travail. J'ajoute que la désignation d'un rapporteur provisoire n'aurait aucun caractère de publicité, et que la Commission ne s'engagerait pas publiquement en prenant une telle mesure.

M. Bergeon. — Chacun de nous peut déjà suivre avec attention les débats à l'étranger, ^(et ceux qui s'ouvriront à Genève, en) préparant une documentation. Je me réserve pour ma part d'en agir ainsi et d'intervenir à la future grande séance devant le Sénat. La nomination d'un rapporteur provisoire n'est pas essentielle à l'établissement de ce travail préparatoire.

M. Albert Sarrant. — Nous voici à la veille des vacances. C'est pendant cette

période qu'un travail aussi important peut être entrepris. J'en ai déjà, pour ma part, rassemblé les éléments depuis trois mois. J'avoue pour ma part qu'une besogne si longue est entreprise moins facilement si l'on sait qu'elle doit être inutile.

M^r le Comte de Blois. — Un tel travail ne sera inutile pour aucun de nous.

M^r Albert Sarrant. — J'entends par là que ce travail n'est pas le même s'il doit servir de base au rapport fait au nom d'une commission, ou s'il ne doit être qu'un travail de documentation personnelle.

Je voudrais qu'il n'y ait ici aucune équivoque. Si j'ai posé ma candidature à ce rapport, ce ne fut pour moi par aucun motif d'ordre personnel, si on le croit bien. C'est au contraire là un travail long et absorbant dont je me déchargerais sans regrets. Et si quelqu'un de nos collègues ~~succède~~ s'en chargeait à ma place, je le lui transmettrais volontiers, et lui communiquerais la documentation que j'ai réunie.

M^r le Comte de Blois. — Il n'y a aucune équivoque dans votre esprit, et nous rendons hommage au désintéressement de M^r Albert Sarrant. La question, je crois, est surtout de savoir si la nomination d'un rapporteur provisoire pourrait mettre un obstacle quelconque aux décisions malencontreuses qui ont été prises à Londres. Je crois, en effet, que la majorité de la Commission juge telles les décisions prises; et nous nous souvenons que les deux ministres de la Marine qui ont pris part aux délibérations, y ont pris des décisions conformes aux principes qui avaient été posés par la Commission de la Marine.

M^r le Président. — La désignation d'un rapporteur provisoire nous permettra, par une étude plus approfondie, et par la connaissance de documents nouveaux de pousser à temps un cri d'alarme.

M^r le Comte de Blois. — Mais, parlementairement, nous ne pouvons avoir aucun recours contre l'entérinement des décisions de Londres à l'avenir.

M^r le Président. — Nous pouvons adresser des notes au gouvernement.

M^r Martin Binaison. — Le Parlement sera en vacances. La Commission de la Marine ne pourra donc rien faire ni rien dire!

M^r le Président. — Nous nous retrouverons donc, au moment de la rentrée, en présence du fait accompli!

Quoi qu'il en soit, Messieurs, la Commission doit prendre maintenant une décision, et un vote à bulletins secrets ~~elle~~ décidera de son opinion sur la question du rapporteur provisoire.

M^r Albert Sarraut. — J'avais posé ma candidature, sans prévoir que des doutes pourraient se manifester sur l'opportunité de nommer un rapporteur provisoire. Puisque ~~la~~ la question a été agitée, je retire ma candidature à la rédaction du rapport provisoire.

M^r le Président. — Je le regrette pour ma part, et je crains que nous ne nous trouvions désarmés devant l'événement.

M^r le Comte de Blois. — Mais devons-nous être sûrs qu'à l'avenir on entérinera purement et simplement les décisions prises à l'ordres ?

M^r le Président. — J'en suis parfaitement assuré, et que nous nous trouverons à la rentrée en présence du fait accompli.

M^r Marthe Binachon. — Mais le parlement sera, de toute façon, consulté.

M^r le Président. — Les commissions techniques ne prennent pas position nettement, le Parlement invoquera ce silence pour expliquer ses décisions.

M^r Marthe Binachon. — Nommons donc un rapporteur, chargé de faire connaître au gouvernement l'opinion de la Commission; mais ~~on~~ ne recourons pas à la procédure du "rapporteur provisoire".

M^r le Président. — Ce n'est pourtant pas la première fois que nous nommons un rapporteur provisoire, chose qui, par la suite, est entérinée par la Commission. Dans les occasions précédentes, cette procédure n'avait pas soulevé d'objection.

En ce qui concerne le rapport de l'ordres, j'estime qu'il est dangereux de n'agir qu'après tout le monde. La responsabilité de cette attitude tombera sur nous. Je suis bien d'avis qu'il serait opportun d'ouvrir, ~~des~~ les premiers, un débat public sur la question. Mais j'estime que nous devrions, dès maintenant, en préparer l'étude; et nous ne pouvons entreprendre cette étude sans nommer un membre de la Commission chargé de suivre et de nous exposer la situation. La désignation d'un rapporteur provisoire nous l'aît permis.

M^r Marthe Binachon. — J'estime qu'il serait dangereux de soulever aujourd'hui ce thème.

M^r Louis Tissier. — Je crois pourtant qu'il est essentiel de faire connaître notre

opinion au Gouvernement.

M^r Duplancher. — Notre Président pourrait intervenir dans ce sens auprès du
gouvernement.

M-le Président. - C'est une démarche que je ne puis faire, sur cette question dont je me suis déjà tant occupée.

M. Louis Tisserand. - Nous pourrions rappeler au gouvernement que, réunis avec la Commission des Affaires Étrangères, nous lui avons fait part de notre manière de voir, et qu'il n'en a pas tenu compte. Nous avons même vu qu'il a voulu s'abriter derrière les représentants des Commissions, nommés délégués plénipotentiaires à la Conférence.

La meilleure solution est de rédiger un texte ~~seulement~~, que nous communiquerons au gouvernement, pour lui présenter nos observations.

M. Laroche. — Rédigeons un ordre du jour à cet effet.

M^r Louis Tisserand. — Il serait peut-être préférable d'en pas le rediger immédiatement.

4. Marku: Binachon. — Cette mesure, en effet, serait opérante.

M^{re} le Comte de Blois. - Contexte pourrait être élaboré par M^{re} le Président, M. Albert
Sarraut et M^{re} Tisser.

M. Albert Sarraut. — Je me réserve pour ma part d'intervenir à la fin.

Il s'agit d'examiner, d'une vue d'ensemble, ce qui s'est fait à Londres.

Cette question ne peut pas être résolue hic et nunc par un ordre du jour de la Commission. Il faudrait l'examiner de très près. Et je

ne voit pas comment, si ^{la Commission renonce à désigner} (un rapporteur provisoire, ~~un rapporteur~~ ~~désigné~~ ~~provisoire~~),

~~Le second régime~~ elle peut voter un ordre du jour
tendant, en somme, à un résultat analogue.

M. Tisserand. — Cet ordre du jour aurait une portée plus étroite. La Commission s'est toujours préoccupée des moyens de combat qui devaient être laissés à la France. Nous nous sommes tenus sur ce terrain. Les questions de politique et de diplomatie sortent de ce domaine. Nous nous bornerions, sur ce point précis, à rappeler au gouvernement les principes que nous avons établis, et dont il n'a pas tenu compte. Et nous pourrions rendre public un ordre du jour de ce genre.

M. Albert Sarrant. — Notre position défensive ne peut être envisagée en dehors des problèmes politiques et diplomatiques, et de la situation extérieure.

La position du Pacifique, aussi bien que celle de nos rapports avec l'Italie ne peuvent être laissées de côté.

M. Tisserand. — En ce qui concerne l'Italie, notre situation est simple; nous avons demandé que fût maintenue à la flotte française une supériorité sur la flotte italienne. Notre position a toujours été nette, ce qui nous permet de faire entendre notre protestation au gouvernement et au pays.

M. Duplantier. — Disons simplement que la Commission maintient ses décisions antérieures, et charge son Président d'en faire part au gouvernement.

M. Louis Tisserand. — Et répétons les termes de ces décisions, en rendant public notre texte.

M. le Comte de Blois. — Je propose à la Commission l'ordre du jour suivant:

"La Commission de la Marine, réunie le 8 juillet 1930, sous la Présidence de M. de Keruzec, et ayant à délibérer sur les résultats qui sont parvenus à sa connaissance de la conférence préparatoire de Londres, maintient les points de vue antérieurement exprimés, ~~et~~ demande instamment au gouvernement de ne pas s'écarter de ces points de vue lors de la conférence de Genève, et les rappelle ci-dessous: "

L'ordre du jour, mis aux voix, est adopté.

A la suite de cet ordre du jour sont rappelés les quatre points suivants, conformes à l'ordre du jour, ~~adoptés par la Commission dans sa séance du 5 mars 1930.~~

- 10/ Liberté en tonnage global.
- 20/ Liberté de construction des sous-marins.
- 30/ Non-parité avec l'Italie.
- 40/ Liberté d'utilisation des sous-marins en temps de guerre.

La séance est levée à 15 heures 50

7^{ème} séance.

jeudi 13 novembre 1930

Présents: MMrs: Bergeon, Herig, Tisser, Evén, Lanuen, Bignon, le comte de Blois, Villault-Duckeonois, Dudoit, Martin-Binachon, le Moignic, Cuthols, Leonus Benard, Albert Sarrault, Sari, Duplantier, Veyssière, Brindeau, Jordan, Pujès.

Présidence de M^r Bergeon, Vice-Président.

La séance est ouverte à seize heures.

Nomination d'un Vice-Président. -

M^r Martin-Binachon, secrétaire de la Commission, est élu vice-président, à l'unanimité, en remplacement de M^r Fenoux, décédé.

Mise en défense de la Corse. -

M^r le Président. - Nous avons tous reçu de M^r de Kerpezec, Président de la Commission, la lettre suivante:

Paris le 23 Octobre 1930

Mon cher Collègue et Ami,

Vous vous souvenez des grandes difficultés que la Commission Sénatoriale de la Marine a dû surmonter pour obtenir la mise en état de défense de la Corse, qui, en réalité, constitue la frontière française en Méditerranée.

Il a été nécessaire que le péril fût dénoncé à la tribune pour que quelque chose fût fait.

Je viens vous demander si vous ne seriez pas d'avis que la Commission Sénatoriale désigne un certain nombre de ses membres pour se rendre sur place pour contrôler ce qui a été fait, et ce qui doit encore être signalé au Gouvernement.

Je vous serais reconnaissant, mon cher Collègue et Ami, de vouloir bien m'envoyer votre réponse, 5 rue Denis Poisson, Paris 17^e, afin que, le cas échéant, je puisse prendre les dispositions qui permettraient l'exécution de ce projet.

Je vous prie, mon cher Collègue et Ami, de croire à l'assurance de mes sentiments dévoués,

M. le Président. — La question de la défense de la Corse, évoquée par cette lettre peut être examinée à nouveau aujourd'hui. La Commission se rappelle qu'elle a pu constater, lors de son voyage d'étude, en 1927, que tout était à faire à ce point de vue. On dit que l'effort a été commencé. Pour ma part, je puis affirmer qu'au point de vue aéronautique la situation n'a pas été améliorée. Les batteries de côtes installées à Bonifacio, d'autre part, sont composées de pièces démodées; la Marine a demandé à la guerre de renouveler ce matériel, mais la question n'est pas encore résolue.

M. le Moignon. — A la suite de la lettre que nous avons reçue de notre Président, il me paraît en effet que nous suivrons une procédure plus normale si nous discutons cette question aujourd'hui, au cours d'une séance de la Commission.

M. Sauté Sari. — Je reviens de Corse, où j'ai pu puiser à bonne source des renseignements. Nous avons trouvé en Corse, en 1927, un bataillon tunisien, et une batterie de 14, portant à seize kilomètres. Cependant qu'en Sardaigne, la batterie de la Maddalena se compose de ²⁰ pièces portant entre 20 et 35 kilomètres. Ainsi, les bords de Bonifacio et la ville même sont sous le feu de ces canons, sans que nous puissions riposter utilement.

Depuis lors, l'émotion provoquée par les discours de M. Mussolini nous ont amené à renforcer la batterie de Bonifacio; on l'a dotée de 6 canons de 16 et d'une batterie de 145. 155, prêtée par la guerre à la Marine. Mais ces pièces ne portent encore qu'à 16 kilomètres. Et les deux batteries de 155 mobilisées, promises par la Marine, ne sont prévues que pour deux ans.

M. le Moignon. — On a promis aussi une pièce de 340.

M. Sari. — Elle n'est encore que promise.

M. Duplantier. - Le ministre de la marine nous a dit qu'elle était installée !

M. Martin Binachon. - Un marché a été signé pour faire passer une pièce de 340, de la Crude à Pertusato.

M. Sari. - M. Charles Dumont, après sa visite en Corse, a demandé dans son rapport que des pièces tirant à 35 km. fussent prévues pour empêcher un débarquement éventuel. On a envisagé alors l'établissement de deux tourelles de 340. L'une seulement a été commandée. Actuellement, nous disposons de moyens presque nuls.

Je signale ici que le Commandant Supérieur de la ^{défense de la} Corse a demandé qu'on construisît des ouvrages fortifiés le long de la côte pour abriter les troupes. Celles-ci, le cas échéant, ne pourraient être renforcées que quatre ou cinq jours après la déclaration de guerre. Ces abris leur permettraient d'attendre, en empêchant un débarquement. La dépense monterait à une quinzaine de millions.

Voilà donc, en ce qui concerne Bonifacio, point de débarquement probable.

M. Jules Hennessy. - ~~Il est évident~~ Mais non sans difficultés !

M. Sari. - Mais il importe aussi de fortifier la côte en d'autres points, pour éviter un débarquement qui prendrait Bonifacio à revers.

En ce qui concerne l'aviation, nous avons étudié, en 1927, deux points sur lesquels des centres pourraient être créés : ^{sur} Ajaccio et Pride Bastia. Nous avions prévu ces centres respectivement à Campo del Oro, et à l'étang de Biguglia. En ce qui concerne Biguglia, les propriétaires de l'étang en ont demandé 10 millions, et les pourparlers ont été abandonnés. A Campo del Oro, le plan d'eau et le plan d'atterrissage étaient particulièrement favorables.

M. Martin Binachon. - Et le terrain était déjà presque entièrement acheté en 1927 !

M. Sari. - Depuis rien n'a été fait, et il est pourtant certain que c'est un ~~travaux de grande importance~~ effort.

~~Il est évident que comme le ministre de la guerre, qui est le ministre de la défense, a une responsabilité à assumer, il ne peut pas se contenter de dire que c'est un effort, et qu'il faut le faire. Il faut qu'il indique les moyens de le faire, et qu'il s'efforce de les réaliser.~~

~~de créer un port de refuge et de faire de Bonifacio un port de refuge~~
~~Ajaccio qui doit être l'effort de l'armée italienne pour la Corse~~
~~On ne peut pas enlever cette solution, propose par le~~
~~Comité des experts et le Comité de l'Etat, qui ont proposé~~
~~de créer un port de refuge à Ajaccio qui doit être l'effort aéronautique~~
 pour la côte Ouest. En ce qui concerne la côte Est, si l'on doit
 abandonner l'étang de Biguglia, près de Bastia, une autre solution
 est possible. C'est celle qu'a indiquée M. Charles Dumont dans son rapport.
 Il propose en effet le choix de Porto-Vecchio, petite anse proche de
 Bonifacio, et de suggérer de creuser des abris pour avions dans
 les rochers entourant la baie. A vrai dire cette solution présente
 de graves difficultés techniques.

Que ferait, maintenant, l'ennemi, si Bonifacio était
 ainsi bien équipé pour paraître imprenable ? Il tenterait un
 débarquement plus au nord, par Calvi ou Bastia ; et c'est
 toujours il ne faut pas négliger la mise en défense de ces deux
 villes, notamment Bastia, le point le plus rapproché de la côte
 italienne. Le Commandant Supérieur se actuellement d'avis
 d'installer autour de la ville trois batteries de 16.

M. le Ministre — Je rappelle aussi les réservoirs souterrains établis à Bonifacio
 pour les sous-marins.

M. le Président — Ne perdons pas non plus de vue la question importante du
 ravitaillement de l'île.

M. Lari — La Corse a du blé pour huit jours. C'est insuffisant. Or, il existe
 en Corse quelques moulins importants, et l'on prépare actuellement les
 mesures qui permettront à la Corse d'avoir un stock de blé pour un mois.

Je voudrais maintenant aborder une autre question, très
 importante. Il faudrait montrer clairement à l'Italie que toutes les
 tentatives qu'elle fait en Corse sont vaines. Le peuple italien est
 trompé ; il est persuadé que la Corse veut devenir italienne, et
 on lui fait croire ainsi que l'Italie aurait tous les droits à
 "reprandre" la Corse. Une campagne violente se poursuit, pour
 faire croire à l'existence d'un parti italien en Corse. On en donne

une preuve étrange, que vous me permettez de rappeler. Elle consiste à me présenter moi-même comme "l'anti-Italien". On en conclut que tous nos adversaires sont les amis de l'Italie; et par conséquent n'est pas un partisan de Sari et représente comme un partisan de l'Italie. Les journaux italiens se mêlent, là-bas, à tous nos lutts électoraux, me combattent violemment, en un mot se mêlent de nos affaires. Certes, en Corse, ces procédés ne trompent personne, mais, comme personne n'y répond, craignons qu'un jour l'Italie ne dise: "ce mouvement italien dure depuis longtemps, et librement, en Corse." J'estime qu'il ne faut pas que cette propagande se développe. Après la campagne, dernières élections municipales, un peu éternuée par cette ~~attitude~~ ^{campagne}, j'ai demandé à la population, amis et adversaires, de protester contre cette attitude de l'Italie. 20.000 personnes m'ont suivi. Conséquence: j'ai été traité, par les mêmes feuilles italiennes, ~~d'excitateur~~ d'excitateur. Tout cela est fort dangereux pour la paix, et j'estime qu'il faudrait faire quelque chose. Je m'excuse d'insister ici sur ce point, mais je voulais mettre la Commission au courant de cet état d'esprit.

M. Jean Hennery. — Je me souviens d'un temps où les Italiens étaient plutôt mal vus en Corse!

M. Sari. — Rien n'a changé; mais la campagne n'en existe pas moins, et le peuple est trompé.

M. Martin Binachon. — En Italie!

M. Sari. — Pas seulement. On publie à Ajaccio un journal séparatiste, en dialecte corse, dirigé par trois personnages qu'on connaît notoirement pour des agents de l'Italie, et pourtant la police ne leur a jamais mis la main au collet.

M. le Président. — Pour revenir au problème de l'aviation, je rappelle que la Commission, voici trois ans, a signalé comme les points les plus propices à recevoir les bases nécessaires Campo del Oro et Brighella. Tels sont les directives précises données par la Commission. Il me paraît que vous devez vous y tenir, sans envisager d'autres solutions.

qui ont pu être proposées par ailleurs.

M. Martin Binachon. — J'estime de plus que Bizuglia est préférable à Porto Vecchio, et d'autant plus en ce point de vue de l'aviation commerciale (c'est d'abord à ce point de vue qu'il faut envisager l'aviation), il présente de grands avantages.

M. Sari. — C'est aussi mon sentiment. J'ajoute que Bizuglia est également une place, par exemple, pour un vol en direction de Rome.

M. Martin Binachon. — Sur la côte Est, Bizuglia est la meilleure base, encore qu'elle ne soit pas parfaite. Quant à la côte Ouest, Campo del Oro s'impose. On peut y établir la meilleure base aéronautique de la Corse, et, sur ce point, les retards sont inadmissibles.

M. Sari. — Je signale pourtant qu'autour de Bizuglia on ne pourra trouver des abris qu'à plusieurs kilomètres à l'intérieur de la montagne.

M. le Comte de Blois. — Je rappelle à la Commission la lettre de M. de Kerpuezec. Pour ma part, j'y ai répondu que l'envoi en Corse d'une nouvelle mission ne me paraît pas désirable, pour la raison que rien n'a été fait de ce que la première avait demandé. De nouveaux commissaires ne viendraient donc rien de plus que ce qu'on en eut de 1927.

D'autre part, dans le problème de la défense de la Corse, quelles sont les charges qui incombent directement à la Marine ?

Pour ce qui est du port d'Ajaccio, nous savons qu'actuellement les hautes dans le port rendent très difficile l'amerrissage des hydravions. Il faudrait construire un port pour hydravions, et il me semble que la Commission pourrait prendre une résolution invitant le ministre de la Marine à entreprendre cette construction.

La question de la défense de la Corse a toujours été compliquée par le fait que trois ministères sont ici en jeu : la guerre, la marine et l'air. Pourquoi les trois commissions de la guerre, de la marine et de l'air ne se réuniraient-elles pas pour étudier ensemble cette question ? N'oublions pas que la défense de la Corse ne doit pas seulement être envisagée comme une défense contre un envahissement possible. Il suffirait que les Italiens prissent pied même en un seul point de l'île pour qu'ils s'y installent. Et nous aurions là un nouveau Zeebrugge.

Une triple organisation s'est assurée, pour résoudre tous les aspects du problème.

Le problème du ravitaillement est rendu très difficile, d'autre part, parce que le commandement de la Corse est faiblement organisé. Théoriquement, le général commandant la Corse dépend du préfet maritime de Toulon. C'est ce commandement de la Corse qu'il faudrait d'abord organiser; et c'est à cause de tant de questions complexes que j'estime nécessaire une réunion de trois commissions. J'estime enfin que le Président du Conseil, seul qualifié pour centraliser les efforts de trois ministères, et aussi le seul qualifié pour mener à bien toutes ces réalisations.

Je suis de l'avis de M. Martin Binaison, sur la question de Porto Vecchio, et je n'estime pas qu'il y ait lieu de donner suite à cette proposition nouvelle. Il nous ne devons pas abandonner l'idée de Biguglia; ~~pour~~ sur l'installation en cet endroit d'une base aéronautique, M. de Lubersac a envisagé de nouveaux aménagements. Il faudra reprendre la question.

M. Sari. — Que l'ennemi prenne pied un jour fût-ce en un seul point, c'est en effet un grave danger, et une question à surveiller de près. Certains faits particuliers doivent attirer ici votre attention. On sait par exemple que des étrangers, des Anglais, sont devenus propriétaires du point stratégique dominant l'anse de Saint Florent. Ils y ont construit un château, un petit port privé, des plateformes. Récemment, une société anglaise à filiale française a cherché à acquérir, pour y créer des pêcheries, une partie de l'anse de l'Île Rousse. Elle veut y construire un petit port, des citernes, des viviers, des tunnels. Tout cela doit nous préoccuper. L'autorité militaire est avisée; elle verra si elle doit autoriser de telles installations sur la côte corse, qui ont pour effet la mainmise par des étrangers sur une portion de la côte.

M. Louis Tisser. — Mais aucune particularité n'a le droit d'interdire la circulation le long de la côte.

M. Sari. — Dans les cas que je signale, il ne s'agit pas du rivaige, mais d'un

monticule dominant la mer.

M. TISSIER. — Je ne sais pas si la question de la défense de la Corse est bien posée. Les différentes solutions qu'on propose me semblent fragmentaires, et manquent de coordination. Avant de réunir les trois commissions intéressées pour un examen approfondi de la question, il me semble qu'il faudrait saisir du problème le Président du Conseil, qui placerait à la tête de la défense de la Corse un homme responsable, ayant en main toutes les armes de diverses natures, l'armée, les canons, l'aviation, les sous-marins, les routes, etc.... La question ne pourra être résolue tant qu'un chef n'aura pas été chargé de créer et de diriger les organisations nécessaires.

M. le Comte de Blois. — J'ai posé la question à M. le Président du Conseil. Je estime que les trois commissions doivent, au préalable, avoir étudié ensemble la question.

M. Louis TISSIER. — Pourtant, c'est seulement la Marine qui est chargée de la défense de la Corse.

M. le Comte de Blois. — C'est moins vrai depuis la création du ministère de l'Air. Ce qui complique le problème, c'est justement l'existence de ces trois départements, dont chacun étudie la question à un point de vue différent.

M. TISSIER. — Je ne vois pas si une réunion des trois commissions puisse éclaircir la question. A mon sens la Commission de la Marine devrait faire une démarche pressante auprès du Président du Conseil pour que quelque chose soit entrepris. Et si rien n'était fait, nous porterions la question à la tribune.

M. le Président. — En effet, la question de la défense de la Corse est bien de notre ressort. Il est ~~incompréhensible~~ inexplicable qu'en trois ans rien n'ait été fait.

Je suis saisi de la motion suivante :

"La Commission de la Marine du Sénat invite le gouvernement à
réaliser sans délai l'installation et la mise en service de la base
navale de Campo del Oro, près Ajaccio, base déjà réclamée par elle,

"en mai 1927."

M. Tissier. - Cette motion me paraît incomplète, et je renouvelle ma proposition d'une démarche pressante auprès du Président du Conseil.

M. le Comte de Blois. - Nous pourrions demander au Président du Conseil une audience sur la question de la défense de la Corse, avant la réunion des trois commissions. Mais on nous dira que l'inertie de la guerre et de l'Air paralyse l'action de la Marine.

M. Tissier. - C'est cet état de choses qu'il faudra faire cesser. Si nous portons à la tribune cette question de la défense de la Corse, en disant que la Commission a fait connaître voici trois ans les directions qui lui paraissent les meilleures, et qu'on n'a rien daigné entreprendre, le Président du Conseil serait fort embarrassé. C'est là une véritable question de défense du pays. Le fait que le Président du Conseil sache qu'on l'interpellerà sur cette question.

M. le Moignon. - Etant donné la situation européenne, j'estime qu'une motion comme celle qui vient d'être proposée, si nous la votons, ne devrait pas être communiquée à la presse.

M. le Président. - La Commission, préférera donc, sans doute, entendre d'abord le Président du Conseil ? (Assentiment)

M. Tissier. - Nous lui demanderons de nous indiquer un programme, et une date.

M. le Président. - Je saurais M. le Président du Conseil de la demande de la Commission.

M. le Moignon. - Reprenons nous la question de la lettre de M. de Keruzec ?

M. le Président. - La Commission, sur la question de la défense de la Corse, en vote sur ce qui a été décidé par elle à la séance d'aujourd'hui.

Commis et agents techniques de la Marine.

M. le Moignon est nommé rapporteur du projet de loi portant réaménagement de l'avancement des commis et des agents techniques des personnels de gestion et d'exécution de la marine.

Pêche dans les eaux territoriales. -

M^r Pujos est nommé rapporteur pour avis du projet de loi tendant à compléter ou à modifier les articles 3 et 10 de la loi du 1^{er} mars 1888, modifiée par la loi du 30 mars 1928 ayant pour objet d'interdire aux étrangers la pêche dans les eaux territoriales de France et d'Algérie,

Il est convenu que ce projet sera lié à la proposition de loi de M. Boute Sani sur le même sujet.

Sauvegarde de la vie humaine en mer. -

M^r Tissier est nommé rapporteur pour avis du projet de loi portant ratification de la convention de Londres du 31 mai 1929 pour la sauvegarde de la vie humaine en mer.

Navigation côtière. -

M. Brindeau demande que soit inscrite en tête de l'ordre du jour de la prochaine séance la lecture de son rapport sur

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 17 heures 10

8^{ème} séancevendredi 28 novembre 1930

Présents: MMrs: Bergeon, Brundeau, Dudoigt, Lervain, Louis Tisser, Duplantier, Babu: Chevalé, Giraud, Le Moignic, Emile Sari, Martin: Binachon.

Présidence de M^r Bergeon

La séance est ouverte à quinze heures.

Centenaire de la fondation de l'Ecole navale -

M^r le Président. - J'ai eu l'honneur de représenter la Commission de la Marine à la célébration du centenaire de la fondation de l'Ecole Navale, à Brest, et je tiens à signaler à la Commission l'excellente impression produite par ces cérémonies. Les élèves paraissent dans une excellente forme, et l'on se trouve heureux d'assister à leurs exercices, tant ceux qui ont été exécutés dans la cour même de l'Ecole, que ceux qui ont eu lieu en mer, sur embarcations à voiles, et par mauvais temps. Les élèves de première année, comme leurs aînés, nous ont donné l'image d'une jeunesse forte et bien entraînée. La cérémonie de la présentation des drapeaux a été particulièrement émouvante. J'ai regretté que les présidents des deux Commissions de la Marine, de la Chambre et du Sénat, n'aient pas été appelés à exprimer, à Brest, leurs sentiments, mais je rend ici hommage à l'Ecole Navale, en félicitant les élèves qu'elle nous a présentés.

Défense de la Corse. -

M^r le Président. - A la suite de notre dernière séance, j'ai eu une entrevue avec M^r le Président du Conseil, et lui ai exposé les préoccupations de la

Commission en ce qui concerne l'état des défenses de la Corse. Le Président du Conseil estime, comme nous, que c'est la vraie véritable question de gouvernement. Au reste, il n'avait pas attendu la démarche de la Commission pour réunir, dès octobre, ~~les~~ les ministres de la guerre, de la marine et de l'air, avec les chefs d'Etat Major général de la guerre et de la marine; au cours de cette réunion des dispositions ont déjà été arrêtées, notamment à propos de l'ampo del oro et de Biguglia. En ce qui concerne la défense des côtes, la différence entre nos forces de Bonifacio et les forces italiennes de la Maddalena a impressionné, comme nous le Président du Conseil et les personnalités qu'il avait réunies. Malheureusement, si les ordres ont été donnés pour parer à l'insuffisance de nos forces de défense, on ne peut espérer qu'ils soient exécutés avant 1934. Et d'ici là, tous transports de troupes venant de l'Afrique du Nord seraient exposés à de grands périls. Le Président du Conseil ne méconnaît pas la gravité de cette situation. Il n'en a pas moins mis en œuvre, pour résoudre la question de la défense de la Corse, toute son activité de chef du gouvernement, en y associant les trois ministres intéressés.

Quant à l'audition que la Commission n'avait pu demander au Président du Conseil, M. le Président du Conseil s'est vu venir devant la Commission le mercredi 3 décembre à quinze heures.

Il en est ainsi décidé.

Nomination d'un secrétaire. —

M. le Président. — M. Lanzen avait déposé entre mes mains une demande de candidature au poste de secrétaire de la Commission, la même titre par la nomination de M. Marku Pinachon au poste de vice-président. Il a retiré cette demande de candidature quand je lui ai signalé que M. Emile Sani avait précédemment posé

sa candidature.

Aucune autre candidature n'étant posée, M. Punte
Sari est nommé secrétaire de la Commission.

Navigation Côtière. -

M. Brindeau donne lecture de son rapport sur le projet de loi
relatif à la navigation côtière.

Les conclusions du rapport sont adoptées, et ^{le rapport} sera déposé à
la séance du jour même, pour que la discussion du projet
de loi puisse être rapidement inscrite à l'ordre du jour.

Inspection des Emigrants. -

M. Le Moignic est nommé rapporteur du projet de loi adopté par la Chambre
des députés, tendant à l'approbation du projet de convention concernant
la simplification de l'inspection des émigrants à bord des navires,
adopté par la conférence internationale du travail, dans sa huitième
session, tenue à Genève du 26 mai au 5 juin 1925.

Chasse en mer. -

M. Louis Tisserand est nommé rapporteur du projet de loi portant réglementation
de la chasse sur mer, sur le domaine public maritime et dans les estuaires.

Droits de douanes sur les poissons de mer. -

M. le Président. - Le projet de loi adopté par la Chambre des députés, modifiant
les droits de douane sur les poissons de mer, a été renvoyé à la
commission des Douanes. J'ai demandé qu'il fût renvoyé à la
Commission de la Marine pour avis, cette question devant vous intéresser.
J'ajoute que la Commission des Douanes, qui a nommé M. Jean Bosc
comme rapporteur, ^{ne semble pas avoir} l'intention d'entamer la proposition de la Chambre.

M. Lemaire, lui, a la séance du groupe des Intérêts Maritimes, ~~me~~ ~~préside~~ ~~préside~~ M. Brindeau, a défendu les intérêts des populations vivant de la pêche. Il serait, je crois, tout désigné pour rédiger le rapport au nom de la Commission.

M. Tissier. — Si M. Lemaire pouvait déposer au plus tôt son rapport, ceux d'entre nous qui font partie de la Commission des Douanes pourraient y soutenir l'avis de la Commission de la Marine.

M. le Président. — Le rapport de M. Jean Bosc est prêt, et sera ~~la~~ bientôt à la Commission des Douanes.

M. Brindeau. — M. Lemaire s'est fait à rédiger le sien.

M. le Président. — Il pourrait en communiquer les principes à ceux de nos collègues qui s'intéressent à la Commission des Douanes.

M. Brindeau. — Je signale que la Commission des Douanes a entendu sur ce projet des déclarations des armateurs et capitaines ~~à~~ ^{et} la pêche, ~~(des inscrits maritimes, qui ont tous insisté pour la~~ ~~maintien du texte de la Chambre. J'ajoute que c'est ce texte~~ ~~que doit soutenir la Commission de la Marine.~~

M. Lemaire se nomme rapporteur pour avis du projet.

Commis et agents techniques de la Marine. —

M. le Moignie, avant de donner lecture de son rapport sur le projet de loi portant réaménagement de l'avancement des commis et agents techniques des personnels de gestion et d'exécution de la marine, expose à la Commission les difficultés de cette question. Le texte de la Chambre, à l'adoption duquel conclura le rapport, est le meilleur possible dans l'état des choses. Mais il ne pourra satisfaire tous les intéressés. Déjà nombre de réclamations se sont élevées, d'autres mécontentements se manifesteront. Mais la majorité des intéressés se montre favorable au texte de la Chambre, et, quels que soient les intérêts de la minorité qui n'aura pas entière satisfaction, il faut faire passer l'intérêt général avant les intérêts particuliers, et l'on ne peut le sacrifier sur des cas isolés, si intéressants qu'ils soient.

M. le Moignie indique qu'il a signalé cette situation délicate dans

son rapport, tout en signalant au Département de la Marine certains points particuliers sur lesquels il serait possible d'atteindre certaines conséquences de la loi en ce qui concerne certaines catégories d'intéressés qui s'en verraient lésés par elle.

M. Martin Binaillon. — L'essentiel me paraît en effet d'adopter au plus tôt le texte de la Chambre.

M. le Président. — Sous la forme qu'il a indiquée, le rapport de M. le Ministre paraît devoir donner satisfaction à tous dans la mesure du possible.

Les conclusions du rapport sont adoptées, et le rapport sera déposé ~~en séance~~ à la séance de ce jour.

Avancement des Ingénieurs du Génie Maritime.

M. le Président. — Je suis saisi d'une communication de M. Girard sur le sujet suivant: ^{un projet de} ~~une~~ loi proposée par M. le Ministre de la Guerre va être déposée incessamment, tendant à faire bénéficier les polytechniciens sortant dans l'armée de terre (génie et artillerie) de certains avantages d'avancement. Il serait équitable, estime M. Girard, de faire bénéficier de ces mêmes avantages les ingénieurs, élèves du génie maritime et de l'artillerie navale, qui sortent eux aussi de Polytechnique.

M. Tisser. — Il ne faudrait pas oublier non plus les officiers de marine qui sortent de Polytechnique !

M. le Président. — Ces observations sont justes. La meilleure méthode est sans doute d'attendre que le projet en question vienne devant le Sénat. Nous pourrions alors l'amender dans le sens indiqué par M. Girard. (assentiment).

La séance est levée à 16 heures.

général séance

Mercredi 3 décembre 1930

Présents, MARS: Bergeon, Brindeau, Saurin, de Blois, Martin Binachon, Giraud, Veyrière, Léonno Benard, Sudouyt, Pervin, Lancien, Pujès, Lémery, Marcel Plaisant, Guille Sari, Balin-Chenaye, Delaunet-Duchessois, Saurin, Tissier, Leclerc, Le Moigne, Lemaire, Iven.

La séance est ouverte à quinze heures.

Présidence de M. Bergeon, vice-président.

Audition de M. André Tardieu, Président du Conseil.

(Voir le compte-rendu sténographique)

La séance est levée à 16 heures 45.

=

10^{ème} séance.

Vendredi 19 décembre 1930

Présents: MM^{rs} Bergeon, Pervin, Lemaire, Marcel Plaisant, de Blois, Lémery, Brindeau, le Bail, Jans Hennessy, Allaut-Duchesnois, Lanuen, Kysner, Doudoux.

Présidence de M^r Bergeon, Vice-Président.

La séance est ouverte à quinze heures.

M^r le Président donne lecture d'une lettre de M^r Paul Sari qui s'excuse de ne pouvoir assister à la présente séance, retenu au congrès de maires à l'Hôtel de Ville.

M^r le Président donne lecture d'un vœu émis par le congrès de Français à l'Etranger, et communiqué à la Commission par M^r Rondet-Saint, ~~celle-ci~~ demandant que soit poursuivi l'effort du Ministère de la Marine dans l'organisation ^{visites de} des plus belles unités de notre flotte à l'étranger.

Defense de la Corse.

M^r le Président. - M^r de Lubersac m'a fait parvenir une copie du rapport qu'il a rédigé sur l'organisation des bases terrestres et maritimes de notre aéronautique en Corse, et adressé à la Commission de l'Air. Ce texte est à la disposition des membres de la Commission.

Le rapport de M^r de Lubersac confirme les vues de la Commission de la Marine sur ce point. Il insiste en outre sur la nécessité d'une base d'aéronautique au sud de la Corse.

M^r le Comte de Blois. - Le rapport de M^r de Lubersac apporte aussi des suggestions intéressantes sur l'aménagement possible de Biguglia, que nous

un peu abandonné.

Droits de douanes sur les poissons de mer.

M. Le maré donne lecture de son rapport sur le projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant les droits de douane sur les poissons de mer.

Le rapport conclut au maintien du texte adopté par la chambre, contrairement au rapport fait au nom de la Commission des Douanes.

Les conclusions du rapport sont adoptées, après un échange de vues auquel prennent part MM^{rs} le Président, Jams Honnery, Lémery et le Bail.

Médailles militaires sans traitement.

M. le Comte de Blois donne lecture de son rapport sur le projet de loi augmentant le nombre des médailles militaires sans traitement destinées aux réserves de l'armée de mer.

Les conclusions du rapport sont adoptées.

Défense de la Corse. —

M. le Président. — Après l'audition de M. André Tardieu, j'ai eu un entretien avec le chef d'état major général de la Marine sur les points principaux qui ont retenu notre attention : possibilité d'un débarquement en Corse; établissement éventuel d'une base de sous-marins en Corse; gestion du Détroit de Bonifacio.

Le Sénat tenant aujourd'hui une séance publique, je crois que ces questions méritent d'être reportées à une prochaine séance de notre Commission, devant un plus grand nombre de nos collègues. (Assentiment).

M. le Bail. — C'est une question que nous devons étudier de très près.

M. le Comte de Blois. — La défense contre les batteries de la Maddalena est peut-être la question la plus importante.

M. le Président. — On estime que la défense contre ces batteries est actuellement suffisante, et que les forces italiennes de la Maddalena sont moins importantes qu'on ne l'avait d'abord pensé.

M. le Comte de Blois. — Au moins faut-il les neutraliser.

M. le Président. — Le Chef d'Etat Major général estime que les Italiens chercheraient plutôt à atteindre la Corse par l'Ouest, et ne seraient guère disposés à tenter le passage des Bouches. En tous cas il nous paraît très nécessaire d'établir des batteries mobiles dans l'île.

M. le Comte de Blois. — Nous avons signalé ce point à l'attention de M. André Tardieu, qui nous a parlé lui-même des routes et des batteries mobiles.

M. le Bail. — La question des approvisionnements et aussi capitale. Quel effort a été fait dans ce sens.

M. le Comte de Blois. — M. André Tardieu a aussi abordé cette question devant la Commission.

M. le Président. — Ces questions devront être examinées à fond lors de notre prochaine séance. (Assentiment).

La séance est levée à 15 heures 50

M^r Bergeon leur



M^r Jari leur J'excuse de ne pouvoir
assister à la commission étant retenu au
congrès des mines Hotel de Ville.

SÉNAT
TÉLÉPHONES